

NOIR

**ET
ROUGE**

N° 44

CAHIERS

D'ETUDES

ANARCHISTES

Cahiers d'études Anarchistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

L'EXTRAORDINAIRE

C'est le printemps, sous l'asphalte le pavé nouveau refleurit... En avril, ne te découvre pas d'un filic, en mai, fais ce qu'il te plaît : bon, alors, on commémore ? On y va d'une couronne à nos barricades défuntes, d'une pensée émue à ce qui ne fournit plus que de belles photos dans les bouquins chez Gibert ou Maspero (« mai, ça s'est bien vendu, mais depuis y a eu la Tchéco, le Biafra, les débés-phoques ; on pourra p'têt' liquider un peu de stock en ce moment, en rappelant que ça fait un an... »), d'un coup de brosse au drapeau noir un peu déchiré et qui sent encore — un peu — le lacrymogène ?

Oui, bien sûr, on caricature, mais exagérons-nous tellement ? Combien de participants des « folles journées », de camarades, d'entre nous même, n'en sont-ils pas à remâcher leur nostalgie et à attendre, désespérément, la nouvelle explosion, l'extraordinaire ? Et là est le danger, le piège auquel la bourgeoisie et ses alliés (partis, syndicats, etc.) risquent de nous prendre. Ils ont « personnalisé » à outrance, sachant ce qu'à la longue cette méthode a de rentable. Pour les uns, mai était uniquement une révolte étudiante, les étudiants uniquement Nanterre, Nanterre uniquement le 22 Mars et ce dernier uniquement Cohn-Bendit. Pour les autres, la grève ouvrière était uniquement revendicative, les ouvriers uniquement la C.G.T., la C.G.T. uniquement Séguy... Ainsi, pas de discussion possible : les uns suivaient fanatiquement un juif germano-aventuriste, les autres obéissaient calmement aux consignes de leurs « responsables » ; pas de mélange entre ouvriers et étudiants, gardons fermement la division manuels-intellectuels. Tout n'était-il pas mieux comme ça ?

Et nous voici un an après. Cela n'aurait-il servi à rien, mai n'aurait-il été, en définitive, que cette illusion « romantique » dont veulent nous persuader — et se persuader — journalistes, sociologues et historiens revenus à leur picotin habituel ? Nous ne le pensons absolument pas, mais il faut essayer d'y voir clair, quand nous en avons encore le loisir...

D'abord tirer le maximum d'enseignements des événements passés au lieu de nous perdre dans les souvenirs. Ensuite nous rappeler que le blanquisme ne résout rien, que c'est en fin de compte l'ensemble qui décide et non une minorité, si déterminée soit-elle. Nous éviterons ainsi les « dents de scie » de la surexcitation et du découragement alternés, caractérisant ceux qui attendent le miracle. Prenons par exemple les copains étudiants qui se sont bagarrés tout

l'hiver à Nanterre et ailleurs contre les multiples formes du pouvoir, guérilla somme toute assez épuisante dont le point d'orgue furent les élections universitaires : il semble que la tactique de la bourgeoisie mentionnée plus haut ait ainsi momentanément porté ses fruits, un certain nombre de « gauchistes » étudiants paraissant las et désintéressés des petites luttes quotidiennes alors que se développent les entreprises de récupération en tous genres dont nous parlons dans ce numéro.

C'est là qu'on peut dire : attention, camarades, « ils » ont voulu braquer les projecteurs sur vous, vous transformer en êtres d'exception, vivant dans l'extraordinaire, oui, mais vous coupant ainsi de la réalité pour mieux vous casser ensuite ! On peut, en passant et plus précisément, faire la même remarque à propos des anarchistes : contre le « danger » anar, la bourgeoisie et sa gauche tentent de réduire celui-ci à une épopée, ses militants à des surhommes pouvant susciter l'admiration effrayée des foules bien sûr, mais sûrement pas leur adhésion (exemple : une émission radio en février dernier, tartinée par les « historiens » de service et intitulée « le roman noir de l'anarchie » dont les deux militants de la F.A. invités n'ont su voir le sens profond, mais qui, plus grave, a paru très positive et « intéressante » à d'autres camarades et sympathisants, également abusés par ce genre de propagande...).

Nous voulions, à l'origine, faire de ce numéro une sorte d'autocritique à propos de mai, tenter de voir les erreurs commises, les faiblesses et les illusions de ce mouvement. Finalement, notre travail s'est composé différemment et la conclusion implicite de ce cahier semble celle-ci : être conscients des armes de l'adversaire pour mieux préparer les nôtres, en évitant de se laisser piéger sur son propre terrain. En plus, remettre en cause les problèmes de l'action et de l'organisation. Bref, se persuader que rien n'appartient à l'extraordinaire ou plutôt, si, que l'extraordinaire c'est le boulot — étudiant et ouvrier — de chaque jour et qu'aucune tâche, aucune forme de l'action, n'est méprisable ni ridiculement « quotidienne ».

Eviter aussi de grimper, idéalement, trop haut pour ne pas se fracasser en retombant car le combat continue, plus que jamais, nécessitant par-delà le grain de folie et d'enthousiasme dont la vraie vie ne peut certes se passer, cette lucidité dont l'ennemi peut avoir si peur...

NOIR et ROUGE.

TOUTE DERNIERE MINUTE. — Ce 28 avril, au moment de mettre sous presse, nous apprenons le « non » électoral à De Gaulle. Outre que certaines circonstances dans lesquelles ce résultat a été obtenu nous semblent curieuses (et si le Vieux avait souhaité ce « non » because l'héritage monétaire ou autres raisons...) et nous incitent au sang-froid, nous maintenons, pour ceux qui seraient tentés de pavoiser — hâtivement selon nous — que le bulletin de vote, lui non plus, ne résout jamais rien, bien au contraire. Bon : De Gaulle « s'en va », mais le capitalisme, l'exploitation, l'Etat foutent-ils le camp avec lui ? On va nous trouver un autre homme de son clan (plus jeune ou plus maniable) pour défendre les mêmes intérêts, ou un lascar « de gauche », à l'instar du camarade Mollet si apprécié avec sa guerre d'Algérie ou du camarade Wilson qui, en Angleterre, fait voter des lois antigrèves. La Révolution ne sort jamais des urnes, le bulletin de vote n'est jamais une « victoire » pour la classe ouvrière : élections, trahisons ! Pour les travailleurs, pour les révolutionnaires : vigilance...

N.R.

ACTION VIOLENTE, ACTION MINORITAIRE ET ACTION DE MASSE



Depuis quelques années dans les pays industrialisés, on peut constater l'action de plus en plus radicale, de plus en plus souvent violente, de groupes minoritaires, s'exerçant en dehors des organisations de la politique traditionnelle, et le plus souvent malgré elles, et contre elles.

L'originalité de ces « minoritaires » en 1969, c'est qu'ils ont cessé de s'adresser aux « masses » en disant : « Venez chez nous, et quand nous aurons construit l'organisation révolutionnaire, nous nous attaquerons à la bourgeoisie », mais ont entrepris de s'attaquer au système, en tant que minorité, en attendant de pouvoir le détruire, en tant que majorité.

Ce changement d'attitude ne provient pas de l'idée géniale d'un quelconque groupe de théoriciens, pas plus que de l'action exemplaire de quelques activistes, mais d'une situation historique qui a mûri.

L'action violente de minorités révolutionnaires dans les pays industriels n'est pourtant pas originale, et le fait que nous assistions presque quotidiennement aux violences de la bourgeoisie, comme aux violences révolutionnaires, doit nous permettre de comprendre ce qui a pu n'apparaître que folklore ou exotisme.

En Espagne, par exemple, de 1923 à 1936, existaient plusieurs groupes autonomes d'action directe, exerçant soit l'autodéfense contre les milices privées des patrons et contre la police officielle, soit des attaques contre les aspects les plus criants de la domination capitaliste.

Il était courant à l'époque qu'une grève, même limitée (augmentation de salaire, conditions de travail) et localisée, soit appuyée par un groupe de révolutionnaires (employés de l'entreprise ou non) qui allaient discrètement rendre visite au patron et exerçaient une pression sur sa personne ou sur ses biens. Cette pratique était souvent connue après coup par les travailleurs et donnait d'excellents résultats même au niveau des revendications immédiates.

Un de ces groupes, assez connu parce qu'il regroupait des militants comme Durruti, Ascaso, G. Oliver : Los Solidarios, a fonctionné d'une façon autonome de 1923 à 1936 et s'est en outre occupé du financement des organisations ouvrières par des moyens directs (1).

En Italie, vers la même époque, il a également existé des groupes révolutionnaires de ce genre qui ont eu en face d'eux des groupes des milices privées : les « chemises noires », qui ont pu se montrer plus efficaces.

(1) Ricardo Sanz : « Política y sindicalismo ».

La lutte des classes est multiple dans ses formes. Elle est entre autres violente. Suivant les périodes, elle peut apparaître comme violence collective de la majeure partie du prolétariat (soulèvements en Allemagne en 1919, par exemple) ou comme violence de minorités, à la limite d'individus.

Par exemple, en France actuellement, l'action violente est manifestement le fait d'individus ou de groupes autonomes non concertés. Notre but n'est pas de prendre ces actes un à un, de déterminer lesquels sont des actes révolutionnaires, lesquels sont d'éventuelles provocations policières ou lesquels, consciemment ou inconsciemment, « font le jeu de la bourgeoisie ». Mais plutôt de savoir comment la lutte qui est menée pourra déboucher sur la destruction de la société capitaliste, destruction qui ne pourra s'exercer que par l'action violente de la majeure partie du prolétariat. Comment et dans quelles conditions la violence de groupes ou d'individus s'insère dans une lutte générale, qui ne serait, bien entendu, le seul fait de groupes minoritaires.

C'est une tautologie de dire que toute violence exercée contre la bourgeoisie ou contre ses manifestations matérielles est en principe partie de la lutte révolutionnaire ; il s'agit de distinguer ce que ces actes ont de plus ou de moins efficace du point de vue de la lutte globale, de savoir s'ils s'attaquent effectivement à la société bourgeoise, dans ses moyens d'existence matérielle et idéologique.

Pour se garder d'une vision unilatérale et statique, il faut considérer la riposte de la bourgeoisie qui est souvent capable de combler la brèche qui a été ouverte dans son système, peut-être d'en tirer profit.

Tout acte, violent ou non, tout écrit ou toute déclaration, toute attitude, qui entravent un tant soit peu le « bon fonctionnement » de la société bourgeoise, lui apparaît comme provocation et la répression suit aussitôt si ceux qui détiennent le pouvoir de répression pensent en avoir la possibilité, c'est-à-dire s'imaginent que leur réaction ne produira pas un enchaînement qui entravera encore plus gravement le fonctionnement du système.

Par exemple, le meeting du 3 mai 1968 à la Sorbonne a entraîné l'intervention de la police, alors que pendant son occupation, qui a duré quatre semaines, elle n'est pas intervenue. Par la suite, le rapport de forces ayant changé, « les militants », qui ont cru qu'en excluant les katangais et en faisant le ménage ils pourraient continuer à occuper sagement, ont montré qu'ils n'avaient rien compris à la répression.

Ce n'est pas la violence de l'action qui provoque la riposte de la bourgeoisie, mais le rapport de force global qui existe à ce moment, pas plus que la décision d'un quelconque groupe politique ne provoque l'action des masses.

Les « dispersions », « camarades ! pas de provocation ! » de la F.E.R. n'ont pas empêché les barricades en mai 1968, pas plus que les appels à l'action directe de certains groupuscules anarchistes, en France, n'ont pendant vingt ans déclenché de réaction, tant de la classe ouvrière à laquelle ils étaient sensés s'adresser que de la police qui les a toujours pris pour de joyeux rigolos.

Quand la fraction de la bourgeoisie au pouvoir ou celle qui à ce moment y accède croit nécessaire d'exercer une répression massive sur l'ensemble des

« opposants » à sa politique, tous les prétextes lui sont bons, et éventuellement elle les invente, en fabriquant les preuves d'un complot contre l'ordre et la sécurité des personnes, en effectuant un attentat qu'elle attribuera aux révolutionnaires ou simplement en accreditant l'idée d'un complot international nécessitant l'application de mesures « spéciales ».

La bourgeoisie a eu recours à ces mesures « spéciales » chaque fois que son hégémonie a été menacée, non seulement par une opposition se déclarant révolutionnaire, mais aussi par une opposition légale, parlementaire, réformiste, dans la mesure où le pouvoir ne se croyait pas capable d'intégrer les réformes réclamées, sans crises graves qui mettraient en cause son existence même.

Le résultat de cet affrontement provoqué par la bourgeoisie au moment et sous les formes qui lui ont semblé les plus favorables dépend de l'état réel des forces en présence, qui n'est pas toujours fonction du nombre des militants. L'écrasement du mouvement social-démocrate en Allemagne en 1933 est édifiant à ce propos.

Le gouvernement franquiste récemment, en proclamant « l'état d'urgence », a été amené à réprimer l'opposition non seulement l'opposition révolutionnaire des commandos urbains et des groupes gauchistes à l'université et dans les commissions ouvrières, mais aussi celle réformiste de catholiques dans les mêmes commissions ouvrières, celles des intellectuels humanistes, avocats, professeurs démocrates, celles même de fractions monarchistes proches du gouvernement. Au-delà de la constatation qu'il est moins dangereux, pour le moment, d'être « gauchiste » en France que d'être « humaniste » en Espagne, il s'agit d'apprécier les forces en présence et de développer les analyses qui nous éclaireront sur nos possibilités.

De même, il nous est possible de critiquer des mouvements de grèves tournantes limitées et localisées, par exemple, tout en admettant que ce niveau de lutte reflète la situation de certains secteurs de la production, sur le niveau de conscience des travailleurs concernés, et pas seulement le machiavélisme des bureaucrates, nous comprenons que les différents actes illégaux, attentats, bagarres contre la police, vandalisme, etc., sont la réaction plus ou moins spontanée d'individus ou de groupes qui expriment ainsi la révolte contre une société qui les opprime.

Ces actes font partie de la lutte contre le système et se développent, en nombre et en violence, en fonction d'une certaine prise de conscience (par exemple, depuis mai il y a moins de bagarres à la sortie des bals entre bandes rivales, mais plus de bagarres contre la police), mais nous nous réservons le droit de les critiquer dans leur forme, leurs objectifs et leurs limites, par rapport à la lutte de classe et non d'un point de vue moral.

Des minorités révolutionnaires n'ont pratiquement aucune influence directe sur le comportement du blouson noir qui s'attaque au flic de service, ni sur celui de l'ouvrier licencié qui jette un bidon d'essence contre la porte de son directeur. Il existe cependant des cas où des groupes organisés ont une influence sur le déroulement d'actions qui engagent un nombre relativement important de personnes : quand il s'agit ou non de provoquer l'affrontement avec la police au cours d'une manifestation, quand il s'agit de déterminer les modalités d'une « occupation », en fait quand il s'agit de choisir le niveau de la lutte.

Il peut sembler « matérialiste » de déclarer que si l'affrontement doit avoir lieu, étant donné les conditions historiques, il aura lieu de toute façon ; que ce sont les « masses » qui détiennent la conscience de la lutte à mener, etc.

Il a été dit plus haut que le volontarisme d'un groupuscule ne pouvait déclencher ou empêcher l'affrontement, indépendamment de toute appréciation aussi juste que possible de la situation. Il n'en demeure pas moins vrai que, sans jouer un rôle dirigeant, sans se substituer à l'action du prolétariat, des groupes ou organisations révolutionnaires peuvent se placer à l'« avant-garde » d'un combat qu'elles ont estimé nécessaire, en prenant l'offensive au moment et avec les moyens qui leur semblent les plus favorables.

La valeur de l'action d'une minorité n'est pas fonction de ce qu'elle déclenche l'action des masses ou non, et la vision mécaniste : 22 mars → fermeture de la faculté de Nanterre → fermeture de la Sorbonne → barricades → grève générale, est malheureusement trop répandue et ses corollaires amènent à des aberrations. Avant mai ET après mai, un grand nombre de luttes minoritaires sont restées minoritaires et localisées, en Angleterre et au Japon, par exemple, où des luttes bien plus dures qu'en France ont eu lieu sans déboucher sur la grève générale. Si on peut parler à ce propos d'action exemplaire, leur exemplarité réside en ce qu'elles sont des luttes réelles, effectives, contre le pouvoir et non des actions symboliques destinées à montrer aux masses ce qu'elles sont sensées devoir faire.

Actuellement en France, la tactique de la plupart des groupes révolutionnaires, outre le recrutement, consiste à attendre l'offensive pour crier : « à bas la répression ».

Quand la classe dirigeante attaque, elle le fait si possible sur le terrain qui lui est le plus favorable, et il n'est pas toujours possible de l'y faire reculer. Il nous appartient de prendre l'offensive avec nos moyens, de choisir nos objectifs et de nous donner les moyens de nos buts.

Le but final est l'édification de la société communiste, c'est-à-dire la destruction de tous les supports matériels et idéologiques de l'actuelle société de classes, et la prise en charge de son propre destin par l'ensemble des travailleurs.

Il s'agit de comprendre l'ensemble de notre activité révolutionnaire, et l'élaboration théorique en fait partie autant que l'action directe, en fonction de ce but, sans se laisser hypnotiser par les divers fétiches qui sont : la construction ou la défense de l'organisation révolutionnaire, la violence, l'action de masses, la théorie bien cohérente, l'information non directive, etc., si on les considère isolément.

Achille TALON.

SOLIDARITE :

pour des camarades de Bordeaux :

« Solidarité Bordeaux » : C.C.P. 20.990-10
39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e)

LA DÉFENSE CIVILE



Après l'analyse des textes officiels concernant le service national de défense (voir « N.R. », n° 34), après la lettre du camp de Frileuse (voir « N.R. », n° 42-43), nous continuons sur ce sujet par quelques commentaires et textes officiels sur l'évolution, les perspectives et l'état actuel de la défense civile.

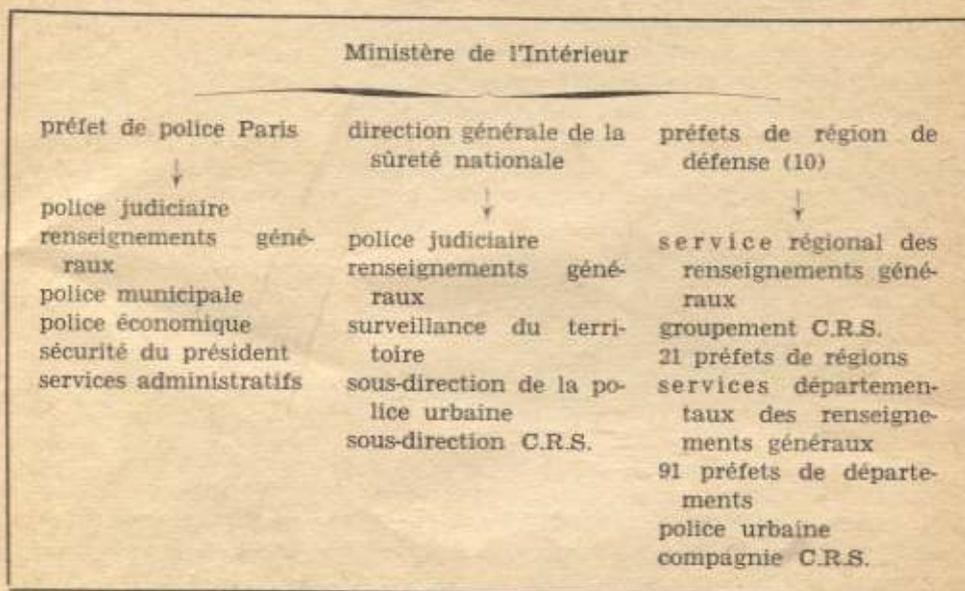
Par le décret du 18 novembre 1965, une commission permanente de défense civile est créée. Elle comprend : (Article 1^{er}) « Le ministre de l'intérieur ou son représentant, président. Le secrétaire général de la défense nationale ou son représentant. Le directeur du service de liaison interministérielle pour l'information. Le représentant du ministre des armées. Le haut fonctionnaire chargé des mesures de défense auprès du ministre des finances et des affaires économiques. Les hauts fonctionnaires chargés des mesures de défense auprès des ministres de la justice, de l'éducation nationale, de la santé publique et de la population, de la construction et de l'information, et en tant que de besoin auprès d'autres ministres... (Article 2) « La commission permanente de la défense civile est chargée d'examiner les problèmes généraux posés par la défense civile dans la métropole et d'élaborer tous avis et recommandations pouvant résulter de son examen. Elle est consultée lors de l'élaboration des directives définissant la politique générale de la défense civile ; elle donne son avis sur les plans et programmes adressés au Premier ministre, en exécution de l'article 15 de l'ordonnance n° 59147 du 7 janvier 1959 par les ministres de la justice, de l'éducation nationale, de la santé publique et de la population, de la construction et de l'information. Elle assiste le ministre de l'intérieur pour la coordination des mesures de défense civile et la liaison entre les autorités responsables de leur mise en œuvre. »

Lors de la séance inaugurale de la commission permanente de défense civile, le ministre de l'intérieur d'alors, Roger Frey, donnait la définition suivante (« le Monde » du 31-1-66) : « La défense civile doit être ambivalente et prospective : la plupart des risques auxquels la population et les biens sont exposés ainsi que les missions de protection correspondantes dont l'Etat a la charge sont de même nature, qu'il s'agisse du temps de paix ou du temps de guerre. Au surplus, il est incontestable que, de nos jours, et dès le temps de paix, les dangers de toute nature tendent à se multiplier et s'aggraver. Toutes les initiatives seraient donc doublement bénéfiques, si les mesures prises étaient conçues de telle façon que les dispositifs du temps de paix puissent s'adapter et s'amplifier quasi instantanément à la mesure du temps de guerre. (...) La défense civile est une mission d'intérêt public au service de l'économie. (...) Nous proposons que des enquêtes-tests soient menées à l'initiative de la commission. Ces enquêtes auraient un triple but : a) faire le point de l'ensemble des risques existants, dès le temps de paix, et des mesures de lutte mises en place ; b) déterminer l'intérêt d'une analyse non seulement spécifique mais également économique de ces risques et des moyens de lutte souhaitables ; c) dans le cadre d'une action conjuguée de l'Etat et de l'entreprise, étudier les avantages

de la création du réflexe individuel et collectif de sécurité, d'une initiation aux données générales ou spécifiques des risques.»

Dans ce but, le nombre des régions militaires est réduit à sept et elles correspondent aux zones de défense : Rennes, Lille, Lyon, Bordeaux, Metz, Marseille, Paris. Le décret du 24 février 1966 précise : « Le général commandant la région concentrera entre ses mains les grandes directions militaires (transmission, génie, matériel) ; les problèmes de logistique lui appartiendront. Dans les divisions militaires, le commandant de division représente le chef de la zone de défense. Il s'occupe particulièrement de la sécurité et des plans généraux de protection, de la discipline, de l'administration des réserves et de la préparation de la mobilisation. (...) Sur le plan de la défense, des arrêtés conjoints du premier ministre et des ministres intéressés fixeront les délégations de pouvoirs reconnues aux commandants de divisions militaires.»

Le schéma de la nouvelle organisation est alors le suivant (« le Monde » du 26-2-66) :



« Un préfet dirigera l'action des administrations en matière de défense civile et de maintien de l'ordre. Il pourra notamment prescrire l'état de mise en garde, si les communications sont interrompues avec le gouvernement.

« Assisté du trésorier-payeur général, le préfet de région prépare la logistique du temps de crise, depuis la mobilisation des ressources jusqu'à leur répartition, en passant par le transport et la recherche.

« Dans chaque département, auquel correspond la délégation militaire, le préfet dispose d'un bureau de défense qui assure la préparation et l'exécution des plans.

« L'ensemble de ces mesures doit concourir à rendre encore plus efficace, dès le temps de paix, la collaboration entre civils et militaires. Mais une équi-

voque demeure : à quel moment d'une crise le maintien de l'ordre public est-il confié aux autorités militaires? En principe, ce transfert des responsabilités est acquis lorsque le gouvernement décrète l'état de siège et l'activation de la zone dans le cadre de la défense opérationnelle du territoire (D.O.T.)», d'après « le Monde » du 10-5-68.

LA DEFENSE CIVILE (suite)

ORDONNANCE N° 59-147 DU 7 JANVIER 1959

— Article 1^{er}.

La défense a pour objet d'assurer en tout temps, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agression la sécurité et l'intégrité du territoire, ainsi que la vie de la population.

— Art. 2.

En cas de menace, ces mesures peuvent être soit la mobilisation générale, soit la mise en garde définie à l'article 3, soit des dispositions particulières prévues à l'article 6.

— Art. 3.

La mobilisation générale met en œuvre l'ensemble des mesures de défense déjà préparées.

La mise en garde consiste en certaines mesures propres à assurer la liberté d'action du Gouvernement, à diminuer la vulnérabilité des populations ou des équipements principaux et à garantir la sécurité des opérations de mobilisation ou de mise en œuvre des forces militaires.

— Art. 4.

La mobilisation générale et, sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 23 de la présente ordonnance, la mise en garde sont décidées par les décrets pris en conseil des ministres.

— Art. 5.

Ces décrets (...) ouvrent dans tous les cas au profit du Gouvernement (...): a) le droit de requérir les personnes, les biens et les services; b) le droit de soumettre à contrôle et à répartition les ressources en énergie, matières premières, produits industriels et produits nécessaires au ravitaillement et, à cet effet, d'imposer aux personnes physiques ou morales, en leurs biens, les sujétions indispensables.

— Art. 6.

En cas de menace portant notamment sur une partie du territoire, sur un secteur de la vie nationale ou sur une fraction de la population, des décrets pris en conseil des ministres peuvent ouvrir au Gouvernement tout ou partie des droits définis à l'article précédent.

— Art. 7.

Les décisions en matière de direction militaire de la défense sont arrêtées en comité de défense restreint.

— Art. 8.

Pour l'étude des problèmes de la défense, le Gouvernement dispose du conseil supérieur de défense, dont la composition est fixée par décret.

Le conseil supérieur de défense est présidé par le Président de la République.

— Art. 10.

Le comité de défense prévu à l'article 7 comprend, sous la présidence du Président de la République : le premier ministre ; le ministre des affaires étrangères ; le ministre de l'intérieur ; le ministre des armées ; le ministre des finances et des affaires économiques, et s'il y a lieu, sur convocation du président, les autres ministres pour les questions relevant de leur responsabilité.

— Art. 23.

Dans chaque zone, un haut fonctionnaire civil détient les pouvoirs nécessaires au contrôle des efforts non militaires prescrits en vue de la défense, au respect des priorités et à la réalisation des aides réciproques entre services civils et militaires, en vue de la défense civile et de la sécurité intérieure du territoire.

Ce haut fonctionnaire civil détient en outre les pouvoirs nécessaires pour prescrire en cas de rupture des communications avec le Gouvernement, du fait d'agression interne ou externe, la mise en garde prévue à l'article 4, ainsi que les mesures nécessaires à l'exécution des plans de défense intérieure ou extérieure.

— Art. 26.

La distinction entre service armé et service auxiliaire est abrogée.

— Art. 29.

La durée du service militaire est de 17 ans dont 5 ans dans le service actif et la disponibilité et douze ans dans la réserve. (...) Certains personnels, volontaires ou désignés en fonction de la situation civile qu'ils occupent et de leurs capacités professionnelles, peuvent, pour la constitution des corps spéciaux et des cadres d'assimilés spéciaux, être affectés à des emplois dont la liste est fixée par décret. Dans ces emplois, ils sont à tous points de vue considérés comme militaires.

— Art. 35.

Dans les cas prévus aux articles 2 et 6 de la présente ordonnance, les assujettis au service de défense peuvent être appelés à leur emploi de défense à titre individuel ou collectif, pour servir au lieu et dans les conditions qui leur sont assignés.

— Art. 38.

La discipline générale des forces armées est applicable aux assujettis au service de défense. En outre, ceux qui sont affectés à une administration ou à une entreprise sont assujettis à la discipline propre de cette administration ou de cette entreprise. Le régime de rémunérations est celui de l'administration ou de la profession ou, à défaut, celui des forces armées.

— Art. 42.

Les étrangers sans nationalité et ceux qui bénéficient du droit d'asile sont assujettis au service national.

— Art. 43.

La réquisition peut s'appliquer au personnel féminin dans les mêmes conditions et sous les mêmes pénalités que pour le personnel masculin.

LOI N° 62-861 DU 28 JUILLET 1962

relative à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense.

— Art. 7.

Les dispositions du code de justice militaire pour l'armée de terre qui répriment les faits d'insoumission, de désertion, d'abandon de poste et de refus d'obéissance sont applicables selon les dispositions des articles 8 à 11 ci-dessous aux individus servant sous statut de défense.

— Art. 8.

Est déclaré insoumis celui qui « n'est pas arrivé à sa destination trente jours après la date fixée par l'ordre de route », celui qui « ne se présente pas, hors le cas de force majeure, à la destination fixée, dans un délai de six jours à compter de la date de publication du décret mettant en vigueur les mesures prévues aux articles 2 et 6 » de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959.

— Arts. 9, 10, 11, 12.

Concernent les cas de désertion, pour les affectés de défense : qui n'exécute pas un ordre de mutation, qui quitte sans autorisation l'administration, l'entreprise, l'établissement ou le corps de défense auquel il est rattaché, qui ne rejoint pas la formation militaire qui lui a été assignée, qui s'absente de son poste de travail sans autorisation, qui refuse d'obéir, qui commet une provocation à la désobéissance.

LOI N° 65-550 DU 9 JUILLET 1965

relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national.

— Article 1^{er}.

Tous les citoyens français de sexe masculin doivent accomplir le service national de 18 à 50 ans.

— Art. 2.

Le service national comprend :

- le service militaire destiné à répondre aux besoins des armées ;
- le service de défense destiné à satisfaire les besoins de la défense, et notamment de la protection des populations civiles, en personnel non militaire ;
- le service de l'aide technique qui contribue au développement des départements et territoires d'outre-mer ;
- le service de la coopération technique en faveur des états étrangers qui en font la demande.

— Art. 42.

Les objecteurs de conscience assujettis aux obligations d'activité du service national demeurent soumis au régime établi par la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963.

DECRET N° 62-1386 DU 23 NOVEMBRE 1962

— Art. 2.

L'affectation de défense est individuelle ou collective.

— Art. 5.

Les personnels assujettis au service national appartenant aux organismes visés à l'article 4 (quatre longues listes) sont tenus de faire connaître leur situation vis-à-vis du service national ainsi que tout changement intervenant dans cette situation aux autorités administratives ou aux chefs d'entreprises ou d'établissements dont ils dépendent.

O.-Q. (1) MESSMER.

(1) Olivier-Quentin.

IMPORTANT

Les éditions Béliaste viennent de publier *Fédéralisme, Socialisme, Antithéologisme de Bakounine* (12 F), *Le Mouvement makhnoviste d'Archinoff* (24 F), *Poèmes politiques des troubadours* de H. Gougaud (21 F).

Sont en préparation : *Les Izvestia de Cronstadt, Lettres de prison* (de R. Luxembourg), *Leçons de la Révolution espagnole* (de V. Richards), *Occupations d'usines en Italie*.

Ces prix sont ceux des commerçants (qu'ils se disent révolutionnaires ou pas). Par contre, pour les camarades qui s'adresseront directement aux éditions Béliaste, il y a encore quelques exemplaires au prix de souscription : Bakounine, 9 F ; Archinoff, 18 F ; Gougaud, 17 F.

Pour tous renseignements ou commandes, écrire *exclusivement* à Béliaste, 25, rue des Boulangers, Paris (5^e).

DÉFENSE SYNDICALE OU ATTAQUE OUVRIÈRE ?



Nous avons reçu d'un camarade, syndicaliste révolutionnaire de longue date, une lettre répondant à l'article « Dans le Livre en mai 1968 », paru dans « N.R. n° 42-43. Cette lettre, par les désaccords qu'elle révèle, nous semble suffisamment importante pour en publier de très larges extraits, suivis de notre point de vue. Nous avons tenté d'élargir le débat car, au-delà de camarades ou de secteurs particuliers, c'est toute la classe ouvrière qui se trouve concernée par de tels problèmes. Sans vouloir établir à tout prix une sorte de chronique, nous nous réservons de revenir sur ces questions, si cela est nécessaire, dans de prochains numéros, avec d'autres camarades, correspondants ou rédacteurs de nos cahiers. Car, outre le fait qu'on ne peut examiner exhaustivement les problèmes du syndicalisme et de l'action révolutionnaire ouvrière en quelques articles, l'époque actuelle amène, parfois très rapidement, de nouveaux matériaux pour la compréhension et l'élaboration des actions futures...

J'ai lu (...) dans le dernier numéro de « N.R. » les réflexions sur le déroulement des journées de mai-juin dans le Livre. Et c'est sur les conclusions (...) que réside l'objet de cette lettre. Je suis, certes, d'accord (...) pour condamner les visées trotskystes en vue de substituer à l'immobilisme syndical actuel des conseils ouvriers, baptisés pour la circonstance Comités d'Alliance ouvrière, qui seraient porteurs de tares pires que celles que l'on prétend faire disparaître quand on salt les arrières-pensées partisanes de subordination syndicale de leurs inspireurs.

Si les appareils syndicaux — qui ne sont bien sûr pas sans défaut — se sont révélés défallants au cours de cette période de lutte où, si tout n'était pas possible, du moins tout le possible n'a pas été exigé, les organisations qu'ils dirigent, et qui les ont en maints endroits désavoués, ont au moins le mérite d'exister et je ne pense pas que vous vous ralliez aux déclarations des frères Cohn-Bendit qui dans leur livre « Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme » tranchent carrément : « Le syndicat est devenu une organisation étrangère aux ouvriers... », et plus loin : « Les organisations ouvrières participent au système d'exploitation en tant que force d'encadrement de la force de travail », ni à I.C.O. qui préconise de s'organiser hors des syndicats dans de vagues comités « associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs » — ce qui ne serait qu'une resucée des organisations traditionnelles — puisque participant à la vie syndicale dans ces mêmes organisations et, particulièrement durant les événements de mai-juin 68, à l'action du Syndicat des correcteurs pour appuyer le mouvement étudiant et orienter la revendication vers des résultats positifs face aux manœuvres de freinage de l'appareil cégétiste.

D'ailleurs l'attitude des frères Cohn-Bendit n'est pas exempte de contradictions puisqu'ils se réclament en même temps de la Charte d'Amiens, qui fait du syndicat la « base de réorganisation sociale ». (...) Ce qui m'intrigue (...), c'est l'équivoque des solutions proposées : « Nous ne luttons pas pour substituer à une

bureaucratie stalinienne une bureaucratie trotskyste car la notion de direction secrète toujours les mêmes maux», ce que je ne saurais qu'approuver. (...) Et pourtant je persiste à penser — dans l'esprit qui animait nos aînés de la Première Internationale et ceux de la Charte d'Amiens — que le syndicat, qui groupe les éléments les plus conscients parmi les travailleurs sur leur terrain de classe et en dehors des partis, religions et gouvernements, est le lieu par excellence où les anarchistes peuvent faire fructifier leurs conceptions. C'est en somme l'école primaire du socialisme — pris dans son sens large — où viennent se former les jeunes déjà éveillés à la question sociale et qui aspirent à une société plus juste. Il y a donc là une pépinière où les anarchistes, ou anarcho-sindicalistes, peuvent espérer, tant par leur comportement personnel que par leur propagande en faveur de l'action directe, orienter l'action ouvrière vers leurs objectifs et aussi susciter la sympathie, sinon l'adhésion à leurs thèses, des militants non inféodés à la politique partisane.

Je suppose que vous entendez par contact à la base celui qui, d'abord, se fait dans l'entreprise, qui est, en effet, l'endroit où le travailleur subit l'exploitation capitaliste et où, en conséquence, se mène le combat ouvrier ; mais ce combat, qui s'exerce au jour le jour et nécessite une vigilance de tous les instants, ne peut être efficace que s'il s'appuie sur une force organisée et active. Or cette force existe, elle a fait ses preuves dans le passé, mais elle est actuellement divisée en fractions rivales et sous l'influence lénifiante du centralisme bureaucratique conduisant à l'intégration dans le régime que le syndicalisme se donne pour mission de supprimer.

La besogne à entreprendre est donc à mon avis la rénovation des méthodes de lutte et de regroupement des forces latentes de la classe ouvrière au sein même des organisations existantes en nous employant à les débarrasser des diverses tutelles politiques ou religieuses qui empêchent leur unification, en travaillant aux réformes de structures indispensables pour leur rendre leur vitalité telles le retour à la démocratie syndicale présentement méprisée par les sommets confédéraux aux consignes impératives et qui doit se traduire par la reconnaissance des diverses tendances du mouvement syndical et leur liberté d'expression ; par l'interdiction du cumul des fonctions politiques et syndicales ; la révocabilité des responsables syndicaux à tous les échelons de l'organisation, c'est-à-dire leur non-rééligibilité par la limitation de la durée de leur mandat, telle qu'elle se pratique dans notre Syndicat des correcteurs, ce qui éviterait les déformations inhérentes au professionnalisme syndical confinant au dirigisme dont nous constatons les méfaits, etc. (...)

Je crois aussi que ce qui prédispose à l'état d'esprit de beaucoup de ceux de votre génération, c'est de s'être trouvés à leur entrée dans la vie sociale, devant un mouvement ouvrier morcelé, travaillé par des luttes intestines et plus ou moins à la remorque des partis et sectes religieuses, ce qui le condamne à la stérilité, à une agitation désordonnée et parfois contradictoire, d'où la désaffection, le désintéressement du plus grand nombre, et dont profite l'adversaire commun. Mais nous avons connu (...), aux rares moments où le syndicalisme avait su réaliser son unité, des heures plus exaltantes, où l'action concertée était payante et laissait entrevoir des perspectives plus optimistes. C'est pourquoi je pense qu'il est primordial de rechercher toutes les occasions de hâter ce regroupement en prévoyant toutes les garanties propres à éviter le retour de nouveaux germes de scission. C'est à préparer les voies et moyens de ce regroupement qu'entendent se consacrer en priorité les militants qui

se retrouvent tant à l'Union des syndicalistes et la « Révolution prolétarienne » — qui rassemblent des militants anarcho-syndicalistes sans distinction d'affiliation syndicale — qu'au P.U.M.S.U.D. (Pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique) et qui sont conscients de l'importance déterminante de cette réalisation pour changer en notre faveur le rapport des forces en présence.

Trop de temps a été perdu depuis cinquante ans à colmater les brèches ouvertes dans les rangs ouvriers par les fossoyeurs du syndicalisme inféodés au bolchevisme, et c'est de cette impuissance que sont nées les déviations que nous avons à combattre et qui ne disparaîtront que si nous savons mener à bien notre besogne de désintoxication à l'intérieur des organisations où nous avons l'oreille de ceux qui sont abusés et non à l'extérieur d'où nous ne pourrions les atteindre.

Or nous perdrons encore un temps précieux en nous embarquant avec ceux qui prétendent rénover l'action ouvrière par la constitution de comités ou conseils autonomes qui, tout en augmentant la confusion dans laquelle nous sommes plongés, risqueraient de faire indirectement le jeu des syndicats soi-disant indépendants, les syndicats jaunes qui se constituent un peu partout à l'instigation patronale et gouvernementale pour faire pièce aux prolongements revendicatifs de la poussée de sève du printemps dernier.

Gardons-nous aussi de recommencer l'erreur du syndicalisme d'affinité qui consisterait à créer une nouvelle centrale révolutionnaire. L'expérience d'avant-guerre de la C.G.T.S.R. (Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire) et celle de la C.N.T. actuelle (ou ce qu'il en reste), restées squelettiques, est édifiante de ce qu'il ne faut pas faire, c'est-à-dire se donner une charte idéologique qui les coupe de la masse et les condamne à ne recruter que des convertis à la doctrine dont elles se réclament.

Je comprends, certes, l'impatience de ceux de nos camarades qui trouvent que leurs rêves de transformation sociale ne se réalisent pas assez vite, mais c'est à eux de se rendre compte que le verbalisme révolutionnaire ne résout rien. En tout cas, pour ce qui me concerne, je me suis fait une raison depuis l'échec de la révolution espagnole étranglée par les forces conjuguées de la réaction internationale, celle de l'Ouest comme celle de l'Est, peu soucieuses de laisser s'instaurer un régime dont les tendances égalitaires et libertaires, qui avaient reçu un commencement d'application, eussent été un exemple pernicieux pour leurs ressortissants. C'est alors que j'ai perdu toute illusion sur les possibilités d'une action révolutionnaire insurrectionnelle, persuadé que le même processus interviendra désormais dans les mêmes circonstances. Depuis la révolution russe, qui s'est répercutée plus tard dans les pays voisins, le capitalisme a compris, et les moyens répressifs dont il dispose pour maîtriser toute velléité à cet égard sont de loin supérieurs à tout ce que nous pourrions lui opposer. Il a d'ailleurs, maintenant, un allié de poids, le totalitarisme russe qui a, par deux fois en 1963, clairement manifesté ses intentions : en France, par personnes interposées en étouffant dans l'œuf la révolte qui s'amorçait et en écrasant dans le sang la résistance tchécoslovaque.

Ce faisant, je ne mets pas mon drapeau dans ma poche, je reste anarchiste et révolutionnaire, mais les conditions de la lutte ayant changé, je change ma tactique et, sans pour autant considérer que le syndicalisme suffise à tout et doive se confondre avec l'anarchisme, sans surestimer ses possibilités qui varient selon le lieu et les circonstances, mais en me rappelant la finalité

commune aux deux doctrines et sans perdre de vue que le syndicalisme, réformiste par ses moyens, se proclame révolutionnaire dans sa mission.

Il y a, bien sûr, réformes et réformes et il convient de distinguer celles qui ne sont que des anesthésiants, telle la participation aux bénéfices et à une pseudo-gestion dans le cadre du système que nous combattons, et que nous devons dénoncer ainsi que ceux qui, dans nos rangs, s'en font les auxiliaires, et celles qui nous font progresser d'une façon tangible et qui sont, elles, des stimulants à poursuivre notre lutte en toute indépendance par l'action directe ouvrière.

Il faut surtout mettre en garde nos jeunes camarades empressés à tout chambouler, en leur rappelant que la spontanéité, l'enthousiasme, s'ils déclenchent parfois des mouvements d'une certaine ampleur, ne sont que feu de paille en l'absence d'organisations rodées aux luttes sociales, solidement implantées à travers le pays et capables de prendre le relais, comme ce fut le cas en mai, pour en tirer tout le profit désirable dans l'intérêt commun. Qu'il y ait eu alors fiasco quant aux résultats, c'est une autre histoire dont nous débattons encore pour en tirer la leçon. Il n'en reste pas moins que le courage — on l'a dit et cela aussi il faut sans cesse le rappeler — ce n'est pas seulement l'action d'éclat qui restera sans lendemain, c'est aussi le travail obscur et persévérant de chaque jour pour arracher, bribe par bribe et à toute occasion, le maximum d'avantages qui nous rapprocheront de l'échéance émancipatrice à laquelle nous aspirons.

Un point d'histoire vient encore à l'appui de cette thèse : lors de la montée fasciste de janvier 1934, nous avons dû constituer en quelques jours nos groupes d'auto-défense syndicalistes pour riposter aussi rapidement que possible à une agression organisée et armée dont les mercenaires attaquaient déjà nos permanences syndicales. Là aussi la spontanéité avait joué, mais d'une façon sporadique marquant la faiblesse de l'improvisation. La situation, qui devenait critique, ne tourna à notre avantage que par la prompt intervention des organisations en place, alertant leurs militants par le réseau des unions locales et départementales et trouvant là des éléments aguerris, ce qui nous permit de l'emporter sans difficultés.

Même justification de la nécessité d'un mouvement syndical ramifié régionalement et nationalement pour assurer le succès de manifestations monstres des 1^{er} mai revendicatifs d'antan où tout s'immobilisait par la volonté des organisations syndicales, affirmant, par ces démonstrations de force, la puissance de la revendication ouvrière. La dégénérescence de cette journée en fête légale acceptée par ces mêmes organisations n'infirme pas cette déduction.

Enfin, ce n'est pas à vous que j'apprendrai les effets salutaires de la coordination de l'action ouvrière s'étendant au plan international par une association permanente lorsqu'il s'agit d'organiser de toute urgence la solidarité à l'égard des travailleurs en grève d'un pays voisin, soit sur le plan financier, soit pour refuser d'exécuter le travail de leurs employeurs, d'agir par le boycottage économique d'un pays oppresseur ou tel qu'il fut appliqué contre certains transports d'armements à destination des franquistes lors de la révolution espagnole ; ou encore lorsqu'il s'agit d'organiser des manifestations simultanées contre une exécution imminente, telle celle de Sacco et Vanzetti, contre les dangers de guerre ou d'oppression comme celle subie dernièrement par le peuple tchécoslovaque. (...)

N. F.

NOTRE POINT DE VUE

Nous allons essayer de suivre la lettre du camarade pour éviter si possible de démarrer un grand laïus sur « le syndicalisme », « l'anarchisme » et tous ces grands machins théoriques assurant le sommeil du juste au public des conférences et autres « cours du militant ». Pour commencer, nous ne nous étendrons pas, si l'on peut dire, sur les trotskystes puisqu'il semble que nous soyons d'accord pour rejeter ces tenants d'une néo-bureaucratie. Encore que baptiser leurs comités du nom de « conseils ouvriers », comme le fait notre correspondant, semble inexact. Si c'était réellement des conseils ouvriers, on ne voit pas pourquoi nous devrions être contre, hein ? Mais nous nous rejoignons néanmoins puisque tu dis que les lambertistes veulent « substituer à l'immobilisme syndical actuel (sic) des conseils ouvriers » appelés Comités d'Alliance Ouvrière ; or, il est évident que des « conseils ouvriers » suscités par un parti ou une direction révolutionnaire quelconque ne peuvent précisément être que la négation de ceux-ci, puisque c'est la base, et uniquement la base, qui ne pourrait que sécréter des conseils ouvriers dignes de ce nom...

Et on en vient presque immédiatement au cœur du problème. La lettre parle des appareils syndicaux « qui ne sont pas, bien sûr, sans défaut » et des organisations syndicales qu'ils dirigent (pour reprendre le terme employé par notre correspondant) les ayant en maints endroits désavoués et qui « ont au moins le mérite d'exister ». Tout cela pour conclure implicitement à une contradiction de notre part puisque participant à la vie syndicale (?) et ayant reconnu l'action du Syndicat des correcteurs en mai-juin.

Alors là, il faut être particulièrement net et d'abord préciser qu'il ne s'agit pas pour nous de caractériser l'appareil syndical par son nombre plus ou moins grand de « défauts », ce qui semble une position pour le moins prudemment nuancée, sous-entendant la possibilité de redresser ces « défauts » quelque jour. Pour nous, pas question de jouer les redresseurs-de-défauts des syndicats, ceux-ci nous paraissant bel et bien une « force d'encadrement de la force de travail » (Cohn-Bendit brothers dixit), participant de ce fait directement à l'allénation ouvrière et donc à combattre par toutes les armes qui nous sont laissées et celles que les ouvriers sauront, espérons-le, se donner dans le développement futur des luttes. A combattre par toutes les armes signifie pour nous se bagarrer d'abord et évidemment sur le lieu de travail, avec nos camarades syndiqués s'il y en a et aussi avec ceux qui ne le sont pas, selon les circonstances ; question de tactique, en somme. Ça signifie aussi, pour celui étant quasiment obligé de se syndiquer à cause du label d'embauche, comme notre camarade correcteur C.G.T. par exemple, prendre position au sein du syndicat également au cours de toutes les occasions possibles : assemblées générales des correcteurs, réunion de masse comme à la Bourse du Travail en juin 68, ce qui n'exclut nullement le travail d'explication d'homme à homme si nécessaire. Le tout est de savoir une fois pour toutes si ces différentes formes de lutte ont pour but soit un « retour à la démocratie syndicale », à la « reconnaissance des diverses tendances du mouvement syndical », au non-cumul des fonctions politiques et syndicales et autres aménagements énumérés par notre correspondant, somme toute la possibilité de réformes, soit encore une nouvelle direction rénovant le syndicat comme le préconisent les trotskystes lambertistes, soit au contraire une dénonciation des appareils syndicaux en tant que tels, qui est bien sûr notre position. Qu'il y ait de ci de là un petit syndicat « gauchiste »,

comme par exemple celui des correcteurs ou des bronziers d'art (nous parlons de la C.G.T.), change en définitive peu de chose à l'affaire et nous ne voyons nulle « contradiction » à saisir les possibilités résultant de ce qu'il faut bien nommer des exceptions pour mieux dénoncer le danger de l'intérieur, sans illusion excessive d'ailleurs. Nous serions bien bêtes de ne pas profiter de l'occasion et ne pensons pas pratiquer, en agissant ainsi, un quelconque « entrisme » à l'instar de nos ineffables trotskystes. En somme, il s'agit d'être là où les gars sont et nous supposons que, si nous évitions de nous frotter à ce qu'un aimable euphémisme nomme la vie syndicale, on parlerait de notre splendide isolement, de tour d'ivoire, etc. Il faut tout de même se mettre d'accord, et pour nous cela consiste à éviter d'abstraire sa position, même si cela révèle des difficultés à l'usage...

Nous pensons effectivement que « le syndicat est devenu une organisation étrangère aux ouvriers, une force extérieure sur laquelle ils ont perdu tout pouvoir et tout contrôle » (p. 200), comme le déclarent les Cohn-Bendit dans leur livre « le Gauchisme ». Nous préciserons même que si le syndicat n'était que seulement devenu étranger aux travailleurs, ce ne serait pas aussi grave que d'être également devenu leur adversaire, sinon comment expliquerait-on que toute action réelle ouvrière passe obligatoirement par la dénonciation conjointe du patronat et du syndicat ? Cela, on le vérifie chaque jour, dans chaque boîte, et, par exemple, l'expérience en février d'une proposition d'une demi-heure (30 minutes) de grève, pour le labeur (dans le Livre), par la C.G.T. a encore permis de constater cette réalité. Décourageant tout ça ? Non, plus spécialement, mais comme dit l'autre, je suis chez l'ennemi pour combattre l'ennemi...

Pas question, donc, d'un quelconque « ralliement » aux Cohn-Bendit, avec lesquels on constate simplement que, sur ce point (on peut par ailleurs discuter de la Charte d'Amiens et du syndicat « base de réorganisation sociale », mais cela nous entraînerait trop loin ici), nous sommes d'accord, ainsi qu'avec les camarades d'I.C.O., auxquels nous laissons le soin d'apprécier ce que notre correspondant appelle de « vagues comités » sous le prétexte que ceux-ci associeraient « de façon active le plus grand nombre de travailleurs » hors des syndicats. Forcément, quand le rigide carcan de la bonzacratie ne nous enserme plus, tout devient plus « vague », moins délimité mais aussi moins limité ! Nous ne pensons pas, d'ailleurs, que les copains d'I.C.O. aient jamais défendu à des travailleurs syndiqués de se réunir sous quelque forme que ce soit. Et qu'est-ce que ça veut dire « hors des syndicats », hors du local ou quoi ? Plutôt que de jouer sur les mots, nous pensons que la régénérescence du mouvement ouvrier passe par la dénonciation des syndicats et leur dépassement, débordement ou remplacement par ce que nous appellerons « vaguement » soviets, conseils ouvriers, comités de base (les comités d'action de boîtes actuels sont déjà une timide tentative, ne regroupant toutefois et trop souvent que des travailleurs déjà politisés, ce qui n'est ni l'essence ni la fonction d'un véritable soviet devant être l'émanation de tous les ouvriers ; bien entendu, un « soviet » de type léniniste — tout le pouvoir aux Soviets, disait Vladimir Illich en 1917, ouais ! — n'est pour nous qu'un appendice bureaucratique), le mot n'a pas d'importance, seul importe le contenu.

Il y a toutefois un hic, c'est que nous ne donnons pas de recette, parce que nous ne voulons ni ne pouvons en donner, à moins de formules toutes

faites à prétentions parfaites qui nous feraient exactement ressembler aux autres organisations dites d'avant-garde. La classe ouvrière n'a pas, n'a plus besoin d'être encadrée, dirigée, par les autres ou par nous... Est-il si difficile de comprendre que les solutions s'élaborent à mesure qu'on construit et qu'ainsi on assimile mieux ce qu'on fait, se préparant par là même à une réelle gestion de la société? Quant à considérer le syndicat, qui, selon le camarade, « groupe les éléments les plus conscients parmi les travailleurs » (toujours cette vieille croyance en une valeur intrinsèque du syndiqué par rapport au non-syndiqué!), nous nous refusons à le considérer comme un lieu de compétition où nos « idées » et notre « propagande », fussent-elles anarchistes, rivaliseraient dans la pêche à la ligne avec celles de nos rivaux en idéologie. Parce qu'il faut tout de même voir les choses en face : nous dire que le syndicat groupe les éléments les plus conscients parmi les travailleurs sur leur terrain de classe et en dehors des partis, religions et gouvernements (c'est nous qui soulignons), c'est paraître allègrement oublier la dépendance de la C.G.T. au P.C., celle de F.O. à la S.F.I.O., celle de l'ex-calottine C.F.D.T. aux néo-technocrates de gauche camouflés sous le vernis gauchiste de mai, etc. Nos camarades anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, s'ils dénoncent à juste titre l'emprise des partis, des autres, nous donnent souvent l'impression d'agir de même, en se donnant un satisfecit de pureté révolutionnaire qui les empêcherait, magiquement, de tomber dans les mêmes travers. C'est pourquoi l'« Union des Syndicalistes » et la « Révolution Proletarienne » nous paraissent procéder de la même erreur. A propos de cette dernière revue, notre correspondant nous disait, dans une lettre postérieure, ne reprendre que les idées exprimées dans la « R.P. », plus particulièrement dans un article du n° 543, de novembre 1968, écrit à propos du livre des Cohn-Bendit et intitulé « Gauchisme, spontanéité, organisation ». Certes, le rédacteur se trouvait, en gros, d'accord avec les positions développées dans « le Gauchisme », à cette nuance près que l'attaque des syndicats et de leur rôle face aux conseils ouvriers l'indisposait, c'est le moins qu'on puisse dire. Car les camarades de la « R.P. » réalisent cette gageure d'être à la fois pour la spontanéité, les comités de base... et les syndicats ! Nous trouvons tout cela bien contradictoire. Quant au reste de l'article, notre correspondant s'en est effectivement fortement inspiré, y compris l'idée émise par la « R.P. » selon laquelle combattre les syndicats est tomber dans le jeu patronal-gaulliste, qui tend à créer ses « syndicats-maison ». Nous répondons plus loin à cette question, mais nous refermerons la parenthèse « R.P. » en constatant qu'une quelconque spécialisation « révolutionnaire » nous coupe de l'ensemble des travailleurs, même si l'on croit rester avec eux en défendant les syndicats, ce qui est précisément faire une première distinction — donc une coupure — et de taille ! Nous ne sommes pas d'accord et nous le disons. Nous ne sommes que des travailleurs parmi les autres travailleurs, prêts à œuvrer avec tous, syndiqués ou pas, dans la lutte de classes quotidienne qui se fait bien, elle, des vastes objectifs dits politiques et nous oblige à rester les pieds sur terre. C'est pourquoi nous trouvons un peu comique qu'on parle de notre « impatience » (évidemment, si on nous demande de prolonger le ron-ron syndical...), de « verbalisme révolutionnaire qui ne résout rien » : comme si c'était nous qui proposons de grands programmes et alors que nous nous opposons aux prétentions de l'idéologie !

Par ailleurs, nous ne pensons pas que c'est « s'embarquer avec ceux qui prétendent rénover l'action syndicale par la constitution de comités ou conseils autonomes » que de lutter pour la gestion directe de nos intérêts d'exploités

et nous ne prétendons à rien d'autre qu'à peut-être revenir aux sources de ce qui alimenta les meilleurs moments du syndicalisme révolutionnaire d'autrefois, syndicalisme dont notre correspondant parle avec nostalgie, mais dont il devrait pourtant bien se persuader qu'il n'est plus qu'un lointain souvenir. On peut le déplorer, mais cette situation n'est pas notre fait. Quant à faire, même indirectement, le jeu des syndicats jaunes inspirés par les patrons ou le gaullisme, nous ne le croyons pas pour la bonne raison que ces tentatives ne prennent jamais la forme de comités de base (ben voyons !) mais bien justement celle de syndicats (1). Qu'ils soient jaunes, oranges ou rougeâtres ne les sort pas de la famille. D'autre part, nous ne risquons pas, que le camarade se rassure, de reconstituer un syndicat d'affinité — d'accord donc avec lui sur la vieille C.G.T.S.R. ou la C.N.T. — qui reviendrait à conduire idéologiquement les travailleurs, ce contre quoi nous nous sommes déjà élevés à propos du syndicat considéré comme un laboratoire où nous fabriquerions de petits anarchistes...

Mais il nous faut tenter de conclure à notre tour. Résumons : a) nous sommes bien conscients — ô combien — du long travail obscur à accomplir, aussi nous ne voulons pas tout chambouler, comme ça, pour le plaisir de la spontanéité en elle-même ; b) nous sommes partisans de l'organisation des ouvriers en dehors et dans les syndicats, si cela se présente aussi ; c) s'organiser dans les syndicats consiste pour nous à prendre contact avec le maximum de camarades sur le lieu de travail et partout où c'est possible, à nous organiser pour une meilleure information et coordination afin de déjouer les manœuvres bureaucratiques et tendre à mieux préparer les prochains combats ; s'organiser dans les syndicats ne consiste pas pour autant, toujours de notre point de vue, à « prendre des postes » pour tenter de battre la bureaucratie sur son propre terrain, où nous sommes — et heureusement ! — perdants d'avance. Ça ne veut pas dire que nous devons systématiquement quitter le syndicat, mais simplement utiliser les circonstances, sans pour cela nous prêter à la réforme de ce qui participe directement à nos propres aliénation et exploitation : nous ne marchons pas dans la « participation », de ce côté-là non plus !

Dernières précisions : une hirondelle ne fait pas le printemps, un syndicat des correcteurs — ultra-minoritaire — n'est pas la C.G.T. On peut y être — comme certains de nos camarades — sans se faire trop de cinéma quant à notre véritable poids de contestation au sein d'une Confédération soumise, rappelons-le, à l'appareil stalinien (un détail, d'accord, mais qui a son importance). Voir simplement si chez les métallos ou autres branches d'industrie notre petite voix protestataire pourrait même tenter de s'élever sans attirer le coup de poing, problème... Autre chose : nécessité d'un mouvement syndical

(1) Exemple précis : la prétendue Confédération Française du Travail. Ce syndicat (« indépendant » et tout) vivotait depuis quelques années déjà, mais tend maintenant à être utilisé par le gaullisme comme nouvellement représentatif, d'où sa mention dans une certaine presse, citations de ses communiqués à l'O.R.T.F., etc. Or, que propose la C.F.T. ? Un tract sorti par celle-ci pour la « journée d'action » C.G.T. du 12 février dernier, s'il critique bien l'inutilité, voire la nocivité, de telles actions, conclut par le classique « venez chez nous, c'est mieux » avec bulletin d'adhésion à la clé (cf. C.F.T. Syndicat indépendant Imperator-Arena-Montreuil). Ne confondons donc pas comités de base et crémeries ! Toujours à propos de ladite C.F.T., plusieurs échos journalistiques avaient, au début de l'an 69, fait état d'une intention gouvernementale de transformer le sigle de celle-ci (après récupération et adjonction à d'autres débris « autonomes ») en... C.N.T. : oui, Confédération Nationale du Travail, ou des travailleurs, peu importe. Avouons qu'en l'occurrence un procès fait par nos camarades anarcho-syndicalistes aux néo-gaullistes pour plagiat ou utilisation abusive de titre aurait pu, au-delà du côté divertissant de la chose, être fort instructif...

ramifié régionalement et nationalement pour assurer le succès de manifestations monstres et coordination ouvrière s'étendant au plan international pour solidarité et organisation des grèves à cet échelon? Oui, bien sûr, mais le mouvement syndical actuel organisé nationalement vise précisément à nous démobiliser nationalement! Le renforcer objectivement par des réformes consisterait à mieux coordonner nos futures défaites puisque les grèves de mai, nous voulons dire les seules réellement combattives et représentatives parce que parties de la base, l'ont été malgré les syndicats. Allons-nous réexpliquer par le détail ce que tout le monde connaît (ou devrait connaître), alors? Quant à un quelconque travail de coordination et d'action à l'échelle internationale passant par les grandes organisations syndicales actuelles, peut-on encore sérieusement penser qu'il ne s'agit que de manèges de joules, masses de manœuvres utilisées en fonction des objectifs déterminés par les blocs auxquels nos « grandes organisations ouvrières » sont soumises? Nous ne constatons pas cela de gaieté de cœur, par nihilisme ou découragement; bien au contraire, il faut voir le danger pour mieux le combattre.

Ainsi, actuellement, le travail de beaucoup d'entre nous consiste à lutter contre l'écoeurement ayant succédé à l'esprit de lutte, écoeurement entretenu sciemment par les « actions » d'une demi-heure, d'une heure de grève, et on peut voir ce paradoxe — du moins pour les staliniens fieffés ou les dogmatiques de tout poil — montrant la complexité du combat ouvrier présent: les « gauchistes » que nous sommes se bagarrer pour maintenir l'esprit de grève en lui-même, rappeler sans cesse qu'on ne doit pas systématiquement identifier C.G.T. et action ouvrière, car sinon, par écoeurement justement et ressentiment, on risque de ne plus rien faire du tout. Des secteurs (nous le disions dans le dernier « N.R. ») sont encore combattifs, jeunes principalement, mais sont battus par le flot d'un défaitisme savamment entretenu. Par l'énoncé de tous ces problèmes, on voit l'étendue des dégâts et la somme d'actions et de réflexions nécessaires (2) — bougrement éloignée des rituels schémas — pour les réparer, puis contre-attaquer. Utiliserons-nous nos énergies à « défendre les organisations traditionnelles de la classe ouvrière », comme le claironnait par exemple Hebert (Alexandre), leader anarcho-syndicaliste et ex-partisan du vote électoral (voir si tout cela est compatible!), à Saint-Nazaire en mai, lors d'une manifestation montrée dans un film de propagande trotskyste? On voit par nos réponses à ces questions l'importance des divergences résultant de deux conceptions différentes, que la lettre de notre correspondant aura eu le mérite de mettre en pleine lumière. Ce genre de lumière est peut-être nécessaire pour traverser le tunnel où nous sommes tous actuellement mais dont nous saurons bien sortir.

(2) On peut discuter, nous l'avons dit, de la finalité du syndicalisme révolutionnaire. Mais nous reconnaissons bien volontiers qu'en Espagne la C.N.T. eut un rôle formateur pour de nombreux camarades: d'instruction élémentaire d'abord (en 1930, beaucoup de travailleurs espagnols étaient analphabètes ou presque), puis d'instruction politique, à savoir d'internationalisme, d'antiracisme, de solidarité, etc. Cela pour dire que non seulement ce rôle formateur qu'aurait pu avoir la C.G.T. (elle l'avait au début du siècle, d'accord avec notre correspondant) elle ne l'a plus depuis longtemps, mais elle cultive au contraire chez les travailleurs les pires instincts chauvins, patriotards et autres déformations systématiques. Quant au côté *libéral*, sans particulièrement insister sur les étudiants remis à la police par certains « grévistes » lyonnais en mai 68 (le fait étant assez énorme en lui-même et proprement inqualifiable), nous rappellerons les appels à la délation exprimés récemment, dans le Syndicat du Livre, par le camarade Bureau — ça ne s'invente pas! — dans le « Livre parisien », organe fédéral C.G.T., demandant aux bons militants de dénoncer nominativement les « gauchistes » qu'ils pourraient détecter! N'insistons pas. Nous parlions de l'étendue des dégâts à réparer! peut-on se placer sur le terrain d'une réforme de la C.G.T. pour ce faire? Toute la question est là.

LES BUREAUCRATIES S'ACCROCHENT



La lettre du camarade nous avait permis, au-delà d'une réponse particulière, de rappeler et développer notre point de vue quant aux problèmes syndicats-action ouvrière, etc. L'article ci-dessus écrit en février, nous jugeons utile d'y ajouter quelques réflexions constituant certes un deuxième article mais surtout un prolongement, par l'observation de quelques faits plus immédiats : comme nous le disions dans le chapeau de présentation, les matériaux utiles à la compréhension nous arrivent parfois rapidement...

Ainsi, mars 1969 semble être marqué par la contre-attaque des bureaucraties syndicales et certains pourraient s'affecter de ce que le P.C. et ses émanations (nous verrons plus loin leurs dernières formes) doivent considérer — et, de leur point de vue, cela paraît juste — comme des succès. Le tout est de savoir sur quel terrain on se place : en choisissant celui de l'adversaire (bureaucratie, entrisme et élections, par exemple), on est battu d'avance : C.Q.F.D. Et ceci peut être inéluctablement vérifié sur tous les plans. Auparavant, une précision. On pourra nous reprocher — c'est vrai — d'avoir surtout parlé jusque-là de la C.G.T. (et même d'un secteur particulier dans le Livre, lui-même secteur particulier...), c'est que nous connaissons mieux celle-ci et ses méthodes, caractéristiques d'une emprise, celle du P.C., sur un syndicat répercutant cette même emprise sur les travailleurs. Cela ne signifie pas, bien sûr, que nous oublions les rôles de la C.F.D.T. (à surveiller, celle-là !), ni de F.O., ni la réception de leurs leaders par Nixon à Paris, entre autres « personnalités choisies » ! Si nous ne pouvons beaucoup parler de F.O. ayant peu d'informations sur celle-ci, nous dirons par contre quelques mots de la « jeune » et vorace C.F.D.T. avec possibilité d'y revenir plus tard si nécessaire, ce que nous croyons possible vu les contradictions ne pouvant manquer de résulter, à l'intérieur de cette centrale, du « gauchisme » tactico-démagogique prôné par ses dirigeants et celui plus concret (donc plus gênant) appliqué par certains de ses militants.

REPRISE EN MAIN ET GREVES SAUVAGES

Cela dit, revenons à ce mois de mars. Il est exact qu'après les grèves déjà mentionnées la C.G.T. essaie de reprendre les syndiqués en main, surtout avant Mai et ses maléfices, on ne sait jamais... Ainsi la grève dite nationale du 11 mars semblait destinée à, surtout, montrer la vigueur et la représentativité de la Confédération. Et de fait, il ne faut pas sous-estimer l'emprise du syndicat — mai 68, la Tchécoslovaquie s'éloignent — ni sa capacité de « récupération » après le coup dur, comme le P.C. d'ailleurs. Comme nous avons sous-estimé la résistance de la bourgeoisie en mai dernier, nous avons également quelque peu sous-estimé la résistance de l'appareil stalinien, ou plutôt *sa capacité à jouer de la légalité pour vaincre la Révolution*. Dans une grève nationale dirigée par la C.G.T., nous marquerons peu de points, même si nous allons dans ses défilés avec des drapeaux rouges et noirs... Il semble, par contre, que les *grèves sauvages*, souvent déclenchées par des jeunes et qui marquent les dernières semaines, s'inscrivent dans un autre contexte, aussi significatif que

les « grandes actions » des centrales officielles. Pour nous, cette forme du combat ouvrier ne pourra qu'aller croissant ; juste émanation de la colère ouvrière contre l'anesthésie.

Nous devons toutefois faire deux remarques à propos des grèves de ce type : 1°) éviter de voir en toute grève sauvage le début de la Révolution-en-avant-la-musique ; 2°) éviter de considérer toute manipulation des centralistes style C.A.O. (Comités d'Alliance Ouvrière) comme une « saine réaction de base » alors que ceux-ci tentent seulement d'utiliser les travailleurs pour se prouver à eux-mêmes leurs grandes qualités de stratèges : agitation et action ne sont pas forcément synonymes... Ces deux observations faites et relevant seulement d'une élémentaire vigilance ouvrière, nous pensons que les mois à venir verront la multiplication d'« actions-coups de poing » résultant de la combativité non émoussée de nombreux jeunes, jointe à la colère provoquée par le début de prise de conscience de maints travailleurs qui voient *tout de même* le résultat de certains tripatouillages et de trahisons non moins certaines. En attendant, bien sûr, les bureaucraties s'accrochent et se battent, leur vie est peut-être en jeu et elles le comprennent bien, elles ! Attendrons-nous, travailleurs, de nouvelles explosions sociales pour organiser les liaisons minimum dont nous avons déjà parlé, prémices à des regroupements plus vastes et sur nos lieux de travail et dans lesquels nous devons immédiatement nous fondre, au risque de nous trouver une fois de plus désarmés devant les répressions patronale et gouvernementale, devant l'intoxication et la démobilisation des Centrales dites ouvrières ? Questions auxquelles, une fois de plus, ne doivent et ne peuvent répondre que les seuls intéressés mais qui restent néanmoins posées, dramatiquement...

CHEZ LES ETUDIANTS-ENSEIGNANTS AUSSI...

La bureaucratie stalinienne se défend donc et ceci pas uniquement dans la classe ouvrière ; cela nous permet d'élargir ainsi notre cadre et de rejoindre les préoccupations de nos camarades étudiants et enseignants. Ainsi des lycées où face aux comités d'action lycéens (C.A.L.) le P.C. organisait voici quelques mois, après scission, son « Union nationale » (sic) C.A.L. (U.N.C.A.L.). De même à l'U.N.E.F. où les élections à la participation saucé Faure firent éclore de gentilles petites listes « U.N.E.F.-Renouveau », pas communistes, bien sûr, mais seulement patronnées par l'U.E.C... Enfin le S.N.E.S.U.P. a vu sa « majorité » gauchiste battue par un truc du genre « S.N.E.S.U.P.-Renouveau » manipulé par les stals. Tous ces faits appellent une même conclusion : de même que nous disions (« N.R. » n° 42-43) que tout « entrisme » de notre part dans les syndicats était condamné à l'avance vu que dans le « piquage » des places les autres sont plus forts que nous, il est tout aussi vain pour des révolutionnaires de lutter avec les armes d'un légalisme quasi parlementaire où là aussi P.C. et bourgeoisie de gauche sont dans leur élément naturel.

Bien sûr, cette dernière remarque s'adresse aux « gauchistes » et militants de Comités d'action ayant eu tendance à oublier que l'U.N.E.F. et le S.N.E.S.U.P. étaient des syndicats et *n'étaient que ça*, c'est-à-dire réformistes et prêts à relancer les politiciens de tout poil en période plus « calme ». Avec la belle saison de la loi d'orientation, des élections universitaires de début d'année, des congrès et « magouillages » en tous genres, il est normal que les gens du P.C.

par exemple reprennent, comme on dit, du poil de la bête. Et puis ce sont des interlocuteurs sérieux, valables, que l'on est prêt à aider en haut lieu, entre légalistes et gens officiels (1). Prenons Herzberg, ex-secrétaire du S.N.E.S.U.P. : pour nous ce n'était pas la Révolution incarnée, loin de là, mais enfin on le voyait assez peu à la Télé, on l'entendait rarement à la Radio. Bon. Le camarade Innocent (son successeur et compagnon de route du P.C.) à peine élu va se faire voir à l'O.R.T.F., entendre sur un peu toutes les longueurs d'onde : forcément, lui, c'est pas l'enragé ou même l'ami d'enragés. Et puis, c'est pas le métèque non plus, son nom fleure bon notre terroir. Mais si, mais si, tout cela compte et le tricolore allié à la respectabilité assure le plein aux élections puisque, là comme ailleurs, ce sont les votards qui font encore les majorités...

Aussi voulons-nous dire que, s'il ne faut certes pas nier la contre-attaque stalinienne, il faut toujours se rappeler qu'elle surgit dans un contexte et sur un terrain donnés : ceux d'un *apparent* reflux ou du moins d'une stagnation de la révolte étudiante et la récupération du plus grand nombre par la politiciannerie. *Tout cela est naturel* et ne devrait « démobiliser » aucun camarade car nous savons bien qu'en période « chaude » — et cela peut revenir peut-être très vite vu les contradictions et les problèmes amoncelés ! — les vraies armes de l'action directe, de l'auto-organisation peuvent balayer les fantoches nés précisément de nos défaites. Nous parlions des étudiants-enseignants, même chose pour les ouvriers bien sûr. Et ceci nous permet de revenir sur ce par quoi nous avons commencé.

Nous avons dit que le temps pressait pour organiser la liaison et l'information minimum nécessaires face à l'Etat et aux appareils bureaucratiques. Nous avons également mentionné l'essai de retour en force du P.C. sous ses différentes formes syndicales et cryptes. L'objectivité nous oblige également à signaler l'effort de la C.F.D.T., qui lance ses militants à l'assaut de la C.G.T. Aussi, au-delà du « gauchisme » de beaucoup de ceux-ci, souvent fort sympathiques et combatifs et *peut-être à cause de cela*, il ne faut pas négliger l'impact pouvant en résulter sur nombre de travailleurs dégoûtés des successives démobilisations du Syndicat-Séguy, car le résultat objectif risque d'être le simple passage d'une boutique à l'autre au seul bénéfice du sieur Descamps, en oubliant le principal : la défense et l'attaque ouvrière doivent être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes.

MINORITE REVOLUTIONNAIRE OU CAUTION « DEMOCRATIQUE » ?

Aussi, et nous en terminerons par là, semble-t-il illusoire de voir, là comme en milieu étudiant, nombre de travailleurs et même de camarades se fourvoyer dans les organismes syndicaux et s'identifier petit à petit à ceux-ci (on a vu des anarchistes s'engueulant à propos de *leurs* syndicats respectifs : l'un défendant sa C.G.T., l'autre sa F.O. ; marrant, non ?), alors que notre action de

(1) A propos d'interlocuteur valable et rassurant, rappelons que la C.G.T. — informations passées peut-être inaperçues, et pourtant... — vient de se voir rendre ses deux sièges au conseil d'administration de la S.N.C.F. et des Charbonnages, qu'elle n'avait plus depuis 1948. Sur un plan plus général, la même C.G.T. est admise au (nouveau) Comité pour la libre circulation de la main-d'œuvre : elle entre ainsi pour la première fois dans les organismes de la Communauté économique européenne. Enfin, à titre de subventions pour l'éducation ouvrière et la formation syndicale, la C.G.T. touche trois années d'arriérés, soit sept millions et demi de francs lourds...

libertaires au sein des syndicats ne peut être que de contestation et de combat sur les lieux de travail, ce dernier lieu semblant l'essentiel... Et puisque nous venons de mentionner F.O., nous en parlerons tout de même un peu car on ne peut passer sous silence des faits révélateurs comme le congrès national de cette centrale où l'on voit des camarades, de nos camarades anarchistes, se comporter en alliés objectifs des bonzes en place. Et il nous paraît regrettable que leur porte-parole soit en fait l'anarcho-syndicaliste Hebert Alexandre, déjà cité à propos des élections, qui fulmine contre les « cédétistes » parce que, forcément, on est laïques, pas ? A bas les curés de la C.F.D.T., mais vive ceux de F.O. ! On voit aussi le même collaborer à une commission de résolution sur les réformes institutionnelles, en compagnie du trotskyste Lambert (2), de Labi-la-nouvelle-vague et autres sommités : tout ça pour pondre un projet (sur le oui-oui non-non au Général, petit jeu bien connu) qui fera l'unanimité du Congrès et lui donnera son lustre « démocratique » : c'est Bergeron qui doit être content de ses « gauchistes », et tout cela après l'approbation quasi générale de son rapport de secrétaire général ! Un mot en passant sur cette histoire de référendum. Quand « N.R. » paraîtra, nous ignorons si le oui ou le non l'aura emporté et peu nous importe (bien sûr, F.O. ne participera à aucun des nouveaux organismes gaullistes si le Général gagne, c'est juré, elle a dit non ! on en reparlera, camarades...), mais constatons une fois de plus que même les « révolutionnaires » discutent gravement du caca électoral, sur le terrain même où le Pouvoir les place et qu'ils acceptent. D'autre part, on aimerait bien que la minorité anarcho-syndicaliste de F.O. — et ceci s'adresse également aux camarades dans la C.G.T. pensant de même — nous explique comment elle concilie la position politique d'anarchistes partisans de l'abstention et sa position de syndicalistes en faveur du « non ». Il y a là une subtile distinction que nous aimerions comprendre. Enfin, les interventions de camarades au cours d'assemblées générales syndicales nous paraissent déjà bien illusoire, encore que leur caractère restreint peut parfois permettre quelques discussions et motions dont il ne faut tout de même pas s'exagérer la portée, mais que dire des laïus auxquels peuvent se complaire des anarchistes dans les congrès nationaux d'un syndicat quelconque ! Oui, bien sûr, cela est quasi impossible à la C.G.T. et possible à F.O. ; et alors ? On en conclut à la démocratie de cette dernière, donc *on choisit* ? Encore un problème qui se pose...

Un dernier mot, une anecdote plutôt, pour détendre ce que ces réflexions peuvent avoir d'aride : nous avons récemment vu, au ciné-club Action dont les sympathies pro-P.C. sont connues, un documentaire réalisé sur la grève Renault en mai 1968 et intitulé « 33 jours en mai ». Ce film a obtenu le visa de censure, c'est dire sa « nocivité » pour le régime ! En fait, il s'agit d'une suite de l'« intox » sévissant après mai : réduire le combat ouvrier à une sorte de kermesse (pour les revendications, hein ? et rien d'autre...) se terminant toutefois par une reprise du travail assez inattendue pour les ouvriers eux-mêmes. Assistait à la séance Halbeher, jeune et déjà grand bonze syndical : secrétaire de la C.G.T.-Renault, plus un moindre manitou C.F.D.T. ; F.O. manquait mais là n'est pas la question. Au cours de la discussion suivant la projection, une partie de la salle contesta — ô miracle ! — l'interprétation de la grève faite

(2) Lambert Pierre, chef de file des trotskystes organisant les Comités d'Alliance Ouvrière (C.A.O.) avec leur organe « Informations ouvrières » ; s'occupent également de l'Alliance de la Jeunesse socialiste (A.J.S.), organe : « Jeune révolutionnaire ».

par le réalisateur. Cette contestation se plaçait sur le terrain des faits, dénonçant la falsification et l'anesthésie pratiquées, bien. Puis le délégué C.F.D.T. intervint à son tour et protesta, car si, d'un commun accord, « on » avait décidé de montrer plusieurs interventions de calds syndicaux, les hasards (!) du découpage n'avaient plus laissé passer que le spectacle donné par les cégétistes, Halbeher en tête ! En somme, le cégétiste ne protestait pas contre le fond, mais râlait uniquement parce qu'on ne voyait pas sa crèmerie ! Halbeher, lui-même interpellé sur d'autres questions, répondait automatiquement que « les travailleurs avaient choisi leurs syndicats et que leur volonté était ainsi exprimée, etc. ». Ce genre de film, c'est aussi la contre-attaque de la bureaucratie, aussi devons-nous en tenir compte dans notre lutte contre le gaullisme et la dénonciation de ses alliés objectifs, à savoir les syndicats qui, après nous avoir démobilisés et fait reprendre le boulot, travestissent l'histoire et salissent le combat ouvrier. Pour ce faire, nous profiterons de toutes les occasions.

HENER.

Annonçons la publication d'une nouvelle revue : ARCHINOIR, faite par des copains de Grenoble, Chambéry, Lyon, Alger et Paris.

S'adresser à :

PIERRE GIRARD
2, rue du Docteur-Blanc-Fontaine
38 - GRENOBLE

pour recevoir le n° 1 et envoyer l'argent.

PRIX DU N° 1 : 2 F.

Il nous reste encore des brochures :

N.R. : *L'Autogestion, l'Etat et la Révolution* (2,50 F).

Lagant : B.P. 113 Paris (18°), C.C.P. Claris 20020-93 Paris.

THÉORIE DES CHAPELLES



1. — Il y a plusieurs discussions qui touchent toutes à la question du rôle des minorités révolutionnaires. Ainsi :

— analyse de la situation politico-économique mondiale (définition de la nouvelle période) ;

— le « programme révolutionnaire » ;

— le mouvement ouvrier et l'action révolutionnaire ;

— construction du « mouvement révolutionnaire » (les organisations, les masses, la démocratie révolutionnaire, rapports des différentes organisations entre elles et avec le mouvement ouvrier réel...), etc.

2. — Dans la mesure où la réalité s'accommode d'un tel éclatement par analyses distinctes (chacune, une fois isolée, se trouve déformée au point qu'on ne peut plus la « refaire coller » avec l'ensemble), nous donnerons la priorité à l'analyse critique des groupuscules d'extrême-gauche considérés comme un ensemble.

3. — Jusqu'à présent, dans certains groupes gauchistes, la discussion a porté sur une définition formelle des exigences (intuitivement perçues) d'une action « réellement révolutionnaire », ainsi que sur les conséquences d'une telle action sur la forme du groupe.

Les seuls éléments d'analyse critique et réaliste (réflexions sur ce qui est et non sur ce qui doit être) ont été très schématiques :

— Déplacement du centre de gravité de la révolution vers le tiers-monde et les réactions critiques à cette thèse ;

— Séparation entre le mouvement ouvrier réel et le mouvement ouvrier construit, c'est-à-dire entre action autonome de la classe ouvrière, d'une part, et, d'autre part, les directives du mouvement ouvrier officiel (syndicats, parti communiste), ou même l'action des groupuscules se considérant comme révolutionnaires.

4. — Dans le même temps, trois choses deviennent évidentes :

— les luttes d'émancipation anti-impérialistes (nationalistes) prennent, en se poursuivant et en s'aggravant, un sens de plus en plus révolutionnaire, même quand leur « programme » est ouvertement frontiste (« collaboration de toutes les classes pour libérer le pays ») ;

— une répression politique et psychologique devenue fonctionnelle n'empêche pas la violence des rues, la radicalisation rapide et profonde des revendications du prolétariat dans les pays capitalistes évolués (Detroit, Caen, etc.) ;

— la bureaucratie stalinienne a éclaté sur le plan international, ce qui rend moins efficace l'encadrement des travailleurs par leurs P.C. nationaux ; en France d'ailleurs, le durcissement de la haute bourgeoisie gaulliste (face aux échéances de la concurrence internationale accrue) joue comme un révélateur de la politique avancée de collaboration de classe du P.C.-C.G.T. (planification, commission d'aménagement... et bientôt politique des revenus).

5. — Tout cela pose au premier plan la nécessité de réorganiser (en un sens très large) l'attraction et la stimulation programmatique et tactique que sont les minorités, les groupuscules révolutionnaires, ce qui se traduit chez beaucoup d'entre nous par un sentiment encore vague mais déterminant : la volonté de sortir de l'ornière.

Or, cette volonté ne peut se concrétiser que si elle se précise par une critique radicale des fonctions remplies dans la société par ces groupes d' « extrême-gauche » (en France depuis la guerre) : critique *radicale* en ce sens qu'elle ne reculerait devant aucune des exigences *pratiques* de ces conclusions et, par exemple, devant l'éventuelle auto-liquidation de ces groupes.

5. — Nous parlons plus haut de « réorganisation des minorités révolutionnaires ». Plus précisément en ce qui nous concerne, ne pourrait-on parler de reconstruire un mouvement anarchiste ? — les thèmes récents de « ré-actualisation de l'anarchisme » (= abstrait) ou de « reconstruire l'organisation anarchiste spécifique » (organiser en l'air des morceaux qui ne coïncident pas, ou seulement les nommer « organisation anarchiste », ou encore faire un groupuscule de plus « pour l'unité », ces thèmes nous y invitent : en somme, on nous propose d'être l'émanation de l'anarchisme (= abstrait) sans se poser la question préalable : de quoi l'anarchisme est-il l'émanation ? (= concret).

De la même façon (mais avec plus de militantisme et de suite dans les idées), les trotskystes se proposent de créer une direction internationale, ou bien des sections nationales d'une des « directions » existantes (= mot d'ordre « reconstruire la 4^e internationale »). Ils précisent que cette direction est justifiée par une situation révolutionnaire qu'ils postulent à priori (« l'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e internationale »).

Nous voulons montrer dans ce texte que ces orientations sont sans perspectives. Notre critique portera sur la tactique d'organisation. Car la tactique et son adaptation, ou plutôt dans le cas présent son inadéquation, à la tâche générale qu'on se propose rejaillit tôt ou tard sur l'ensemble de l'orientation. Inadaptée au programme que l'on s'est fixé, la tactique secrète bientôt à son tour un contenu politique qui, lui, s'adapte à la tactique, dût-il être fort éloigné du programme d'origine.

6. — De façon plus ou moins complète, ont été faites jusqu'ici :

- la critique du P.C.F., de ses antichambres et de ses « couvertures » ;
- la critique d'un ensemble appelé « gauche française », dont le P.C.F. est toujours l'élément dominant ;
- la critique des différents groupuscules à vocation révolutionnaire.

Cette dernière a été faite aussi, mais de manière défectueuse, car :

- soit on a fait la *critique de ces groupuscules considérés un à un* (c'est l'exercice favori des adhérents d'un des groupuscules vis-à-vis de tous les autres),
- soit on a fait cette critique en prétendant inclure les groupes dans l'ensemble d'une « gauche française-qui-devrait-être-unie » (c'est ce que font souvent les vieilles gardes orthodoxes des grands partis) et expliquer ainsi leur échec.

Mais on n'a pas fait la critique de l'ensemble de ces groupuscules considérés comme une unité socio-politique.

Ou bien c'est fait sous la forme d'une critique de droite, sans aucune référence à la situation générale ; la critique le cède alors à l'insulte : « vision fantasmagorique du monde », « inefficacité », « sectarisme outrancier », etc.

7. — Il est bien entendu que la critique « un à un » aussi bien que la critique « dans un sac avec toute la gauche inefficace » rendent chacune compte d'un aspect réel du phénomène : ainsi, il est important de faire l'analyse et l'inventaire critique des différentes idéologies, programmes et tactiques.

D'un autre côté, il est également important de bien voir les aspects généraux et communs de leur faillite : absence d'action révolutionnaire indépendante, sclérose bureaucratique, adaptation au milieu, droitière ou gauchiste.

Mais on n'en sort pas si on pose le problème des groupuscules ainsi : est-ce que ce sont leurs « erreurs » de programme qui expliquent leur inefficacité, ou bien la situation objective, qui est bouchée ?

En fait, l'explication subjective : « ces gens des groupuscules, avec les vues qui sont les leurs, ne sont pas assez armés du point de vue du programme, de la tactique, de l'énergie, de la volonté, etc. », ne satisfait guère de monde à l'heure actuelle.

L'explication objective : « la situation n'est pas révolutionnaire parce que le capitalisme s'est adapté, parce que le prolétariat a changé, parce qu'il n'y aura plus de crises » convainc de moins en moins alors que cette situation évolue si vite qu'elle déborde même ceux qui font métier de la prévoir.

Mais l'existence des chapelles a été effectivement déterminée par le rapport de ces éléments d'ordres subjectifs et objectifs. C'est l'évolution de ce rapport depuis la guerre jusqu'à ces derniers mois qui peut nous donner la clef pour sortir des chapelles.

Nous essaierons d'abord d'étudier le fonctionnement commun, les caractéristiques des groupuscules (= des chapelles) considérés comme un système. Puis il faudrait donner quelques éléments pour l'explication historique de ce système, tenter de voir pourquoi s'est fait le rassemblement des éléments étudiés, comment ce rassemblement a fait du mouvement révolutionnaire un système de chapelles.

8. — Toute chapelle, par son existence même, implique :

— une conception donnée de ses propres rapports avec les masses inorganisées et aussi avec les masses organisées dans le mouvement officiel. Selon que l'accent est mis sur la primauté des unes ou des autres, on observe des traits opportunistes pouvant aller jusqu'à une relative auto-liquidation, ou à des traits sectaires pouvant mener aux attitudes névrotiques les plus navrantes ;

— d'une façon générale, l'absence de toute conception de ses rapports avec les autres chapelles qu'elle affecte d'ignorer comme quantité négligeable (appréciation exacte pour autant qu'on puisse ne les considérer qu'une par une).

Or, cette façon de séparer la réalité est radicalement fautive. Une chapelle donnée n'existe pas seule face aux masses, en ce sens qu'elle doit tenir compte, face aux « inorganisés », de l'existence du mouvement ouvrier officiel ; mais elle n'existe pas non plus seule à côté du mouvement officiel, en sorte qu'il faut tenir compte, dans l'examen de ses rapports avec « les masses », organisées ou non, de l'existence de l'ensemble-les-chapelles.

9. — En étant à peine trop sévère, on pourrait, si l'on notait l'efficacité, mettre à chacune des chapelles un beau zéro. Mais, politiquement, l'ensemble de ces zéros, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ne représente pas le néant, mais un fait objectif très important et qu'il faut reconnaître :

— l'extrême-gauche se compose d'une grande quantité de chapelles ; chacune d'elles est stérile et, prise isolément, ne semble pas avoir le moindre poids sur l'évolution de la situation générale. Mais, à elles toutes, elles représentent en fait un seul mouvement : le courant de rechange révolutionnaire au programme du conservatisme impérialiste, réformiste ou non. On peut négliger chacune d'elles prise en tant que telle, mais on ne peut pas, sous peine d'échec, négliger l'ensemble-les-chapelles.

Et chacune d'elles forme une fraction et une tendance de ce mouvement général. Mouvement qui, jusqu'à la période actuelle, s'est trouvé jouer le rôle d'« opposition de sa majesté » à l'égard du mouvement ouvrier officiel, son concurrent malheureux face aux « masses », et souvent sa caricature en miniature.

10. — Mais les masses qu'une chapelle donnée peut prétendre toucher à un moment donné considèrent cette chapelle *comme une chapelle parmi les autres*.

Ici, il faut faire une parenthèse : l'expression « les masses » peut paraître grandiloquente ; en effet, le milieu que peut toucher une chapelle est limité et délimité ; c'est de lui, ou plutôt de l'inopérance de la chapelle sur lui, qu'il s'agit ici.

Or, *ce milieu est, en gros, le même pour toutes les chapelles* : l'individu qui est touché par le groupe Franck (trotskyste) l'est également par le groupe Lambert (trotskyste), par l'Uas (anar), l'Ugac (anar), etc. Il n'y a pas *une* chapelle et *son* milieu, il y a un ensemble-les-chapelles et un milieu identique, une espèce de frange indécise sur le bord de cette immensité silencieuse et inconnue : les masses.

Le milieu touché par les chapelles est donc unique ; *il est aussi inévitable* : dire « qu'il ne compte pas », dire « qu'il faut le contourner pour s'adresser à des milieux nouveaux » qualifiés de « moins pourris, plus ouvriers, vierges (!) », est carrément imbécile ; car, dans la mesure où ce tour de passe-passe peut réussir dans un endroit limité, il n'a rien changé à la nature du milieu : l'élément « non pourri » attrape une pourriture que l'on ne voit pas parce qu'on la partage soit-même, l'élément « ouvrier » cesse d'être socialement ouvrier/prolétaire, pour devenir « intellectuel », c'est-à-dire militant politiquement cultivé, ou alors il devient « l'ouvrier de service », un alibi pour ses compagnons petits-bourgeois.

Reprenons le raisonnement où nous l'avions laissé : « les masses » considèrent toute chapelle comme une parmi les autres parce qu'à leurs yeux les idéologies, programmes, tactiques surtout livresques de ces chapelles se ressemblent et font d'elles une opposition/alternative/couverture par rapport au mouvement ouvrier officiel.

11. — Chaque chapelle, au contraire, se considère comme tout à fait originale et particulière ; et c'est, d'une certaine façon, exact : du fait de leur impuissance et de leurs faibles effectifs, toutes idéalisent et privilégient telle ou telle institution, mouvement ou tendance, où elles « agissent » en opportu-

nistes (pour pêcher quelques militants) et en même temps elles sont spécifiquement sectaires, dans la défense de leur choix comme unique perspective politique.

La chapelle combine donc un opportunisme théorique (avec la glorification des « conditions objectives », qu'elles soient considérées comme « favorables » ou « défavorables ») et l'idéalisation régulière et forcément fallacieuse de telle institution (syndicat), ou de tel mouvement (comités Vietnam), ou de telle tendance (l'autogestion algérienne et Ben Bella, l'autogestion yougoslave et la Ligue des Communistes Yougoslaves, les maquis et Castro-Guévara, sans parler du reste de la flore exotique révolutionnaire...), ou de telle « opposition » existante ou (à faire) naître, etc. EN PRATIQUE : *renonciation à être soi-même*, c'est-à-dire à se développer à travers une lutte indépendante et directe contre l'Etat et la classe dirigeante, et cela « un pas en avant » de secteurs pour le moment réceptifs à l'action révolutionnaire, et non pas « un pas en avant » des consignes des vieux appareils dont le crédit politique s'amenuise auprès de leurs propres troupes.

12. — Ainsi, considérée une par une, chaque chapelle ne se définit plus que *par rapport à chacune des autres chapelles* — et non plus essentiellement par rapport à l'ennemi de classe et à ses acolytes. Cette forme de définition est à la fois justifiée (parce que comportant la juste critique d'un certain nombre de conneries que font les chapelles voisines) et scolastique (parce que ça devient un jeu de société compliqué, pour initiés, et non une lutte sociale).

Et ce jeu des différences ou bien apparaît au sympathisant éventuel qui dès lors se fait adhérent-chapelain (en voilà un de promis à une stérilisation politique rapide, voir le point 10), ou bien, et c'est le cas le plus général, ces discussions « byzantines » lui échappent, ne l'intéressent pas, le démoralisent et le dégoûtent (et voilà pas mal de gars voués à la stérilisation politique).

13. — L'exemple clef qui montre le byzantinisme des chapelles se trouve dans leurs publications : leur contenu est, pour sa grande partie, une polémique, une manifestation contre les autres chapelles ; et cela que cette polémique soit ouverte, explicite ou implicite.

Le langage qui y a cours est spécialisé et formaliste, tel mot est employé parce qu'il a été employé par les ancêtres-théoriciens de cette chapelle. C'est un langage sacré, magique, parce que le mot n'essaie pas de communiquer un aspect de la réalité, mais parce que c'est un mot spécial à la chapelle, il rassure l'adhérent, entretient le sentiment de son appartenance à une élite particulière, une secte.

Les allusions historiques ou théoriques sont courantes (on n'a pas le temps d'expliquer ces allusions aux non-initiés), tout est entre les lignes.

Résultat : c'est illisible, sauf pour les initiés qui eux ne le lisent pas puisqu'ils le rédigent.

14. — Ainsi s'explique, techniquement, le recrutement très « intellectuel » (même quand il s'agit de militants ouvriers) des chapelles. L'absence de toute expérience révolutionnaire, qui permettrait l'homogénéisation des militants, explique que la « sélection » ne peut se faire et ne se fait que sur l'acceptation inconditionnelle des textes vénérés, d'une part, et d'autre part, à un mot d'ordre (résumant le choix opportuniste du moment) destiné à faire le plein des militants face aux autres chapelles.

15. — Donc, alors que la chapelle prétend ignorer les autres chapelles, en réalité ses manifestations, d'ordre surtout propagandiste, et son existence même, sont comme obnubilées, fascinées par ces autres chapelles.

A la place de cette attitude sectaire, on pourrait théoriquement concevoir aussi un type de déviation opportuniste, qui conduirait une chapelle à chercher une fusion, une union ou une forme de cartel avec d'autres chapelles.

On voit facilement pourquoi cette attitude, qui existe d'ailleurs sous forme de souhaits, regrets, pleurnichage sur les divisions, la multiplicité et la dispersion des actions, etc., n'est guère représentée politiquement par une ou plusieurs chapelles données : en effet, ceux qui, année après année, à travers scissions et autres inspirations divines, ont créé de nouveaux groupuscules pour remplir un vide politique qu'ils étaient les seuls à voir, comment éprouveraient-ils autre chose qu'un mépris sectaire pour les « chapelains » d'à côté ?

16. — Par contre, cette attitude (souhaits, regrets, pleurnichage sur les divisions) est très largement, de plus en plus largement représentée par des individus non intégrés par les chapelles, des « sans-parti ».

Elle reflète alors, autant que des velléités attentistes (attendre que ça change pour... mettre la main à la pâte), une véritable volonté révolutionnaire (critique à la recherche d'un moyen pour en sortir).

Seule d'ailleurs la pratique révolutionnaire peut faire exister ces deux potentialités, permettant à l'une de l'emporter sur l'autre.

Mais celui qui estime sinon que « tout ça (= les chapelles) se vaut », du moins que « tous ces gens devraient se mettre d'accord au moins (1) pour l'action », pourquoi diable irait-il chercher son salut dans l'une des chapelles en particulier ?

Voilà pourquoi même une chapelle qui « agit » ne peut pas entraîner ce sympathisant à l'action, si par hasard elle s'y essaie : l'action à laquelle on le convie peut bien lui paraître un choix révolutionnaire, une possibilité intéressante, mais, en même temps, cet aspect est entaché et dominé par l'impression qu'il a que c'est une « politique de chapelle » (c'est-à-dire que cette action est davantage une affirmation de ladite chapelle face aux autres chapelles qu'une attaque contre la société qui l'opprime).

Comme ceci se passe dans la tête de pas mal de gens, on peut penser que c'est un manque de volonté et de compréhension regrettable, mais c'est malheureusement une donnée que ne peuvent changer les meilleures résolutions du plus pur des chapelains.

17. — Arrivés à ce point de notre raisonnement, on peut dire que les vices des chapelains (points 11, 13, 14, 15) entretiennent ceux des sympathisants (points 12 et 16) et réciproquement. Comment sortir de cette stagnation, comment sortir de cette donnée fondamentale néfaste : la multiplicité des chapelles qui se perpétue par les mécanismes que nous venons de décrire brièvement ?

18. — Mais enfin, demandera-t-on, d'où vient cette multiplicité des groupuscules qui est, malgré tout, ce qui les condamne à n'être que des chapelles ? Rappelons la question que nous avons posée au point 7 :

— La multiplicité des chapelles (qui est la manifestation de leur échec) vient-elle des défauts spécifiques de chacune d'elles, en sorte que les chapelles

qui ont successivement vu le jour ont voulu chaque fois remédier aux défauts qu'elles trouvaient dans celle qui les avait précédées ? Nous avons essayé de répondre sur ce point en montrant que ce ne sont pas les *défauts particuliers* des chapelles qui étaient importants ici, mais leurs vices communs et identiques.

— Ou bien cette stérilité politique des chapelles est-elle due à l'impossibilité d'une action révolutionnaire des masses, au moins en Europe et dans notre pays ? Ce qui expliquerait que, cherchant envers et contre tout à être révolutionnaires dans une situation qui ne l'était pas, les militants des chapelles se soient aussi amèrement qu'inutilement déchirés, aient goûté de toutes les théories et essayé vainement tous les « trucs » révolutionnaires qui en d'autres circonstances avaient pu faire leurs preuves.

19. — En d'autres termes, explication subjective ou explication objective ? Nous allons essayer de montrer en quoi l'explication par la situation objective était juste, comme est juste, une fois qu'on considère les défauts communs de l'ensemble-chapelles, l'explication subjective.

Mais *actuellement* nous considérons que la situation objective va s'améliorant, à un « détail » près ; que les éléments subjectifs très disparates (sous la forme d'éléments appartenant aux divers programmes), sous réserve d'une révision méthodique correspondant aux pratiques actuelles, sont suffisants pour orienter l'activité révolutionnaire, encore une fois à un « détail » près.

Le « détail » objectif, c'est celui que nous avons précédemment analysé : la multiplicité des chapelles, et sa conséquence, leur inévitable stérilité. Il semble de prime abord que plus le temps passe, plus les choses s'aggravent (nombre plus grand de chapelles et sous-chapelles, confusion théorique accrue, discrédit renforcé de l'alternative révolutionnaire...). Mais justement on approche du point de rupture à cause du décalage de plus en plus grand entre l'amélioration, les possibilités de la situation générale et cette extrême-gauche de papa, ou parfois de pépé.

Nous en prenons comme preuve la tendance des « sans-parti » à critiquer les chapelles (voir le point 16), ainsi que certaines tentatives récentes, empiriques d'activités moins sectaires, au-delà des chapelles, de la part de certains militants.

On pourrait ainsi s'acheminer vers la levée du « détail » subjectif, qu'est l'ignorance volontaire, la méconnaissance de l'existence même de ces multiples chapelles et de leur identité fondamentale. Cette « théorie des chapelles » est un des essais faits dans ce sens, forcément insuffisant, puisqu'il émane d'une chapelle. Mais d'autres travaillent aussi dans ce sens.

P. MONTINI.

Ce texte, tel que nous le présentons, est inachevé. Il devrait être suivi de trois parties : — une explication du développement des chapelles dans et par la situation historique des années 1945-1968 (justifiant ainsi le point 19 : « la situation objective va s'améliorant... ») ; — un bilan de l'acquis théorique des différentes chapelles (projeté au point 7), car il y a plus à tirer de là que ne le croient beaucoup de camarades ; — enfin, évidemment, un ensemble de propositions concrètes.

CHERS CAMARADES...



Nous avons gardé le meilleur pour la fin. Expliquons-nous : la composition du numéro était déjà bien avancée quand nous est parvenue la lettre suivante... Elle remet en cause pas mal d'idées reçues, y compris nos propres idées « révolutionnaires ». Le temps manque ici pour que des réponses ne soient pas « bâclées ». Nous préférons la publier immédiatement, telle quelle, plutôt que de risquer le danger des « oublies » sous le prétexte d'étude approfondie. Ainsi des questions, brutales parfois, sont posées ; certains de nos articles et idées, dans ce numéro peut-être, seront-ils d'ores et déjà vus sous un angle différent et plus critique, nos contradictions désagréablement mises à jour. En plus du fait qu'elle semble être, curieusement, une réponse à la « théorie des chapelles », c'est bien parce que cette lettre a ce côté « dérangeant » que nous la publions ; nous pensons que c'est précisément le vrai rôle d'une revue comme la nôtre.

J'arrive un peu maintenant à formuler des désaccords avec vous que je ne faisais que sentir. En effet, sur chaque point pris isolément, ou bien ce n'est guère convaincant, ou bien on a l'air de faire tout un fromage sur un point de détail, car le fait le plus profond (et le plus « grave » aussi) ne ressort pas ; c'est-à-dire qu'il est évidemment difficile de montrer sur des points isolés qu'il s'agit en fait de toute une conception d'ensemble, de toute une façon de penser qui est « celle du groupe » (et non pas toujours celle de tous les individus pris isolément) et qui est viciée. Et c'est là que se trouve à la fois le fil conducteur de vos erreurs (par rapport à ma vérité) et ce qui fait qu'elles ne sont pas « des accidents de parcours », mais bien plutôt un écho de l'idéologie (= des habitudes mentales, de la façon de voir et de sentir) d'une classe sociale révolutionnaire peut-être, mais exploiteuse sûrement : la petite bourgeoisie intellectuelle et « l'aristocratie » ouvrière des ouvriers qualifiés, presque artisans, intellectuels donc.

Cette classe actuelle qui fournit actuellement les cadres des révolutions : les « avant-gardes ». Les avant-gardes, au sens où vous l'entendez, ne sont pas « comme ça », suspendues à leur théorie léniniste ou à leurs intentions machiavéliques. Elles sont portées, voire créées, du moins « en tant que » avant-gardes (comme si elles pouvaient « être en tant que saucissons ») par le développement du capital. C'est-à-dire qu'elles ne se développent que dans la mesure où elles ont un rôle historique à jouer qui ne peut pas être joué par une autre couche déjà plus proche du pouvoir (l'administration royale en 1789, la bourgeoisie russe et des pays sous-développés, la technocratie actuelle de pays industrialisés). Ce rôle consiste en grande partie à vaincre les résistances individualistes des capitalistes arriérés ; d'où la présence des idées d'égalité et de socialisme dans leurs idéologies. Ce rôle « historique », enfin, ne saurait donc être que la participation à l'histoire du capital, car, au cas où vous l'auriez oublié, les conditions actuelles du travail et de la vie sont celles de la domination du capital.

Cette analyse sommaire, vous l'avez probablement faite, au moins implicitement. Mais alors c'est une contradiction énorme que de dire que le clivage se fait entre « léniniste » et « anti-léniniste ». Que je sache, le matérialisme consiste bien à prendre les gens pour ce qu'ils sont et font et non pour ce qu'ils pensent ou veulent être. Ce serait, je crois, faire preuve d'une certaine mauvaise foi que de dire que Lénine et les bolcheviks n'étaient pas réellement et sincèrement pour le pouvoir des soviets. Et pourtant... Qu'une avant-garde s'organise selon un autre mode que le jacobinisme alias centralisme démocratique ne fait pas forcément qu'elle n'est plus une avant-garde. Ce serait trop facile. Et encore faudrait-il voir si ne renaissent pas « subrepticement » les mêmes structures, sans qu'on s'en aperçoive et au fur et à mesure que l'histoire pousse l'avant-garde en avant. Elle pourrait un jour se retrouver en avant d'elle-même.

A mon sens, l'emploi qui est fait actuellement du terme « avant-garde », emploi consacré par Lénine lui-même, est dangereux. Si l'on reste sur le terrain des comparaisons militaires, qui n'est pas forcément mauvais, puisqu'il s'agit d'une lutte de classes, c'est le terme « état-major » qui conviendrait mieux pour désigner ces groupuscules qui prétendent entraîner, et qui des fois entraînent, les masses dans des actions qu'elles ne contrôlent pas du tout. Et je suis bien d'accord avec vous pour rejeter cette attitude. Mais il ne faudrait pas tomber dans la négation abstraite du caractère d'avant-garde (au sens vrai : les éclaireurs et les troupes de choc) que présentent *de fait* les minorités révolutionnaires. Car ainsi on en arrive (et c'est ce qui vous arrive) à ne vouloir agir et même penser que *dans* un mouvement de masse. Si bien que, lorsqu'un mouvement se produit, on ne fait que le suivre sans critique, on en fait une religion (l'autogestion, les occupations, les barricades), et lorsqu'il ne s'en produit pas, ou bien en même temps, on « suscite des actions spontanées »... pour ne pas se comporter en avant-garde... (je reviendrai sur des exemples). Au lieu que la situation d'avant-garde demande que l'on se situe *dans* le mouvement des masses. C'est-à-dire qu'il faut se résoudre à n'avoir qu'une action et une pensée de *minorité*, complémentaires adjacentes à l'action des masses. Cela demande bien sûr une vision historique et non événementielle, matérialiste et non politique. Et de ce point de vue, on est bien loin du compte :

« C'est la crise.

— Oh, ben, t'inquiète pas, ils font bien leurs bénéfices, va.

— C'est pas la crise.

— Hum, t'as qu'à voir tous les licenciements et fermetures de boîtes.

— L'autogestion a échoué.

— Forcément, avec des bureaucrates parachutés.

— Le fascisme ?

— Ils n'ont pas intérêt.

— Mais il ne s'agit pas de ce qu'ils comptent faire...

— Ils n'ont pas intérêt, économiquement, te dis-je.

— D'où tiens-tu ça ? » etc.

Vrai ou pas vrai ?

Ici je voudrais faire une digression historique importante. Il se développe, toujours dans le cadre de « l'anti-avant-gardisme » (curieux, d'ailleurs, qu'on parle plus d'avant-gardisme que d'avant-gardes) une idéologie de « l'expérience » : tout ce qui n'est pas relation d'expérience (vécue forcément) ou au moins fondé sur l'expérience est du bla-bla, voire de la théorie puante, du verbiage de technicien de la révolution. L'expérience est certes intéressante, car elle nous enseigne sur ce que les gens savent et pensent ; mais sur rien d'autre. Par exemple, là où il y a eu des expériences d'autogestion, on sait que les travailleurs ont fait l'expérience de ce qu'était un comité de gestion. Mais on ne sait pas, ou du moins l'expérience en elle-même ne nous donne aucune indication, sur les causes réelles et profondes de l'évolution bureaucratique de ce comité.

Savoir (par l'expérience, bien sûr) que les syndicats ont joué et jouent un rôle contre-révolutionnaire est évidemment intéressant, nécessaire même. Mais toutes les expériences de répression syndicale qu'on voudra n'expliquent pas pourquoi il en est ainsi. Et c'est justement ça qu'il faut savoir, si on veut changer quelque chose. Mais il est certain que vouloir changer quelque chose quand on n'est qu'une minorité révolutionnaire, c'est de « l'avant-gardisme »...

Il y a ici deux choses à remarquer. D'abord que cette religion de l'expérience vécue fait partie de cette manière de voir que j'ai qualifiée d'« événementielle », qui consiste à regarder les choses par le petit bout de la lorgnette ou encore à voir midi à sa porte, qui est évidemment héritée de la société et de l'idéologie bourgeoise. Le deuxième point, c'est que cette façon de penser revient *non pas*, comme vous le dites, à « faire la part de la conscience », à dire qu'« il n'y a pas que les faits matériels, ce qui se passe dans la tête des gens a aussi son importance », ce qui est évident à quiconque est révolutionnaire (et Dieu sait s'il y en a), *mais au contraire* à tout ramener à la conscience à tout voir à travers le vécu. Or, cela a, à son tour, deux conséquences : l'une théorique, l'autre pratique.

La première, c'est que le point de vue du vécu est exactement l'opposé du point de vue scientifique : l'un vivra dans « l'expérience vécue » comme des « rapports de discipline de parti » ce qui est des rapports de père à fils ; l'autre vivra comme une « trahison de bureaucrates » ce qui n'est que la conséquence temporaire des intérêts de deux classes opposées ; nous vivrons comme des « couleurs » ce qui n'est que l'action photo-chimique sur la rétine, etc. Si l'on me dit que par le biais de cette « science » je veux réhabiliter les avant-gardes, je répondrai que, si l'on veut changer quelque chose, il faut connaître un minimum (je ne dis pas tout) sur les mécanismes que l'on veut changer. Il est vrai que vouloir changer quelque chose... Mais il est vrai aussi que l'ignorance n'a jamais profité qu'aux dirigeants. Or, faire par exemple une théorie des avant-gardes, sous prétexte qu'elles se sont perçues comme telles, qu'elles ont été vécues comme telles, c'est peut-être se fonder sur l'« expérience », mais c'est aussi renoncer au départ à trouver le moyen de détruire les avant-gardes. Comme ça, on va en arriver à des tautologies du genre :

« Les avant-gardes sont des avant-gardes parce qu'elles ont des théories avant-gardistes »,

ou encore :

« Les syndicats ont un rôle répressif parce qu'ils sont des flics du patronat » ;

« Il n'y a pas de fascisme parce que les fascistes ne sont pas au pouvoir ».

Le pire est qu'on en déduit :

« Supprimons les théories avant-gardistes, ou ce qu'il y a d'avant-gardistes en nous » ;

« Les flics, c'est pas ça le pire, c'est les flics du patronat » ;

« Il n'y aura pas le fascisme », etc.

La deuxième conséquence, c'est qu'on ne va plus considérer l'action que comme un moyen de « faire comprendre quelque chose aux gens ». Il est certain qu'une action fait toujours comprendre quelque chose et il est possible que ce soit souvent son résultat le plus positif, encore que ce ne soit pas sûr. Mais, par contre, une action qui n'est faite, conçue (dans la mesure où elle est conçue) que dans ce but, ou bien ne fait rien comprendre, ou bien ne fait pas comprendre ce qu'il s'agirait de faire comprendre.

Ainsi les barricades, par exemple, ont bien permis de résister un peu aux flics ; mais elles ne l'ont pas du tout *montré*, car, du moment que c'est devenu une habitude de faire des barricades, elles ont plutôt montré leur inefficacité, voire leur danger. Elles ont aussi montré une défaite de plus pour le parti du désordre. Ce n'est pas ça qui est grave, ce qui est « grave » (si souvent), c'est qu'il n'y eut que des barricades.

Cela me rappelle que souvent on se refuse à considérer les « événements » comme une « défaite ». Parce qu'on a eu des expériences, on a appris des choses, etc. « La révolution est un long processus et le mois de mai n'est qu'un pas de plus », etc. D'accord, mais cela ne doit pas empêcher de chercher à voir pourquoi il ne s'est pas produit « autre chose ». Sinon autant dire que l'expérience, devenue par ailleurs un culte aveugle, ne sert à rien.

Pour en revenir aux actions destinées à montrer quelque chose : l'action révolutionnaire devient une espèce de pédagogie active où il s'agit avant tout de vivre et de faire vivre des expériences, sans se soucier justement d'insérer cette action particulière dans le long processus révolutionnaire (qui ne saurait être la répétition d'« expériences », toutes plus riches les unes que les autres). (En outre, je vous signale que c'est justement un bel exemple de ce qu'il est convenu d'appeler « manipulation »).

Ainsi, par exemple, le tract préconisant l'autogestion des assurances générales (reproduit dans la brochure I.C.O.) vise à faire vivre une expérience d'autogestion. D'autogestion comme ça en général. Mais il ne pose pas le problème pourtant bien concret et révolutionnaire aussi, il me semble, de la situation d'une compagnie d'assurances dans un régime capitaliste et son devenir dans une société socialiste. Et c'est finalement comme ça qu'il finit par mal poser aussi le problème de l'autogestion : « la gestion doit être assurée par ceux qui travaillent actuellement (cf. problème des travailleurs temporaires des fermes autogérées en Algérie, dans « N.R. »), « les représentants et les responsables seront choisis pour leurs qualités humaines et leurs compétences » (comment les « incompetents » — puisqu'il y en aura forcément —, si on choisit les autres

pour leur compétence, jugeront-ils la compétence des « compétents » ?). Enfin, on s'engage à défendre le bien commun contre toute attaque de l'extérieur (si c'est contre les flics, bravo ; mais si c'était aux blousons noirs enragés de voir tous ces beaux bureaux inutiles ?).

Ainsi la thèse 6 d'« Unité ouvrière », de Belgique, plus ou moins reprise par les copains (« dans les luttes ouvrières, la façon dont le résultat est obtenu est aussi important que ce résultat lui-même »), est dangereuse car on en arrive à dire ou à faire comme si la façon est plus importante que le résultat, et cela est naturel, parce qu'on contrôle plus facilement le déroulement d'une opération que sa réussite ou son échec.

Ainsi il est certain que lorsqu'on envisage une action des masses, un acte plutôt, on en sait plus sur leur état d'esprit si on attache plus d'importance aux moyens employés qu'aux fins déclarées.

Remarquons, ce faisant, on ne fait que suivre un principe matérialiste que n'importe quelle psychologie scientifique et même le « bon sens courant » ont reconnu depuis longtemps : qu'il vaut mieux se fier aux actes des gens qu'à leurs paroles. Mais, par contre, il est tout à fait artificiel, lorsque des révolutionnaires impulsent une action, de vouloir reproduire cette inconscience spontanée et d'attacher plus d'importance aux moyens qu'au but visé. Une action n'a de sens — non seulement en elle-même, c'est-à-dire si personne n'en parle, mais aussi ne peut être comprise de l'extérieur — que s'il y a un minimum d'adéquation entre le résultat immédiat, matériel visé et les moyens employés. Autrement, comme disaient nos situationnistes : elle n'est que la misérable mise en spectacle d'une auto-satisfaction vaniteuse ou inconsciente, ou les deux.

Mais voilà que je m'égare dans la psychologie, cette espèce de truc qui veut tout expliquer et qui ne fait que décrire en termes d'expériences vécues, justement. En fait, la vraie démarche que je voudrais suivre est celle-ci : en montrant comment la plupart de vos affirmations forment malgré vous et malgré elles un ensemble cohérent d'implications idéologiques qui est emprunté à des couches qui n'ont rien à voir avec les opprimés.

En fait, toutes vos histoires d'anti-avant-gardisme et de moyens qui comptent plus que la fin, etc., reposent sur l'idéologie spontanéiste. En effet, pour vous, l'organisation de la société future se confond avec l'organisation (les moyens, etc.) des luttes de classes. Le Marx spontanéiste (il y en a un) a très bien formulé ça dans « les luttes de classes en France » (Coll. 10/18, p. 79) :

« Une classe qui concentre en elle les intérêts de la société, dès qu'elle s'est soulevée, trouve immédiatement dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire : écraser ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte : et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent en avant. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche. »

Cette thèse peut être coordonnée par cette autre, exprimée notamment dans « L'idéologie allemande » (Ed. Sc., petit format, p. 116-117) :

« Seuls les prolétaires de l'époque actuelle, totalement exclus de toute activité individuelle autonome, sont en mesure de parvenir à un développement

total, et non borné, qui consiste dans l'appropriation d'une totalité de forces productives et dans le développement d'une totalité de facultés que cela implique », car :

« ... l'objet qu'il s'agit de s'approprier, ici donc les forces productives développées jusqu'au stade de la totalité et existant uniquement dans le cadre d'échanges universels. Déjà sous cet angle cette appropriation doit nécessairement présenter un caractère universel correspondant aux forces productives et aux échanges. »

On voit bien ici que ce messianisme du prolétariat n'est en fait que le messianisme du capital :

1. — En tant que capital, les moyens de production sont devenus universels, interchangeables.

2. — En tant que prolétaires (= en tant que marchandises), les ouvriers sont eux aussi devenus universels, interchangeables.

3. — Donc l'appropriation des moyens de production ne pose aucun problème, le capitalisme implique le socialisme. Mais il est évident que cette disparition mystérieuse des différences réelles entre les différents instruments de travail et partant aussi entre les différentes sortes de travailleurs n'a de sens que pour l'économie politique, c'est-à-dire qu'elle n'a de sens que si on les considère uniquement comme des marchandises, c'est-à-dire encore du point de vue d'une certaine classe, d'un certain système social, inutile de préciser lequel. Le prolétariat (= le fait d'être prolétaire) est bien une condition réelle des travailleurs, mais « le prolétariat », ce n'est pas « quelqu'un », ce n'est pas « les travailleurs ». De même, le capital (le fait d'être rentable) est bien une condition réelle des instruments de production, ce n'est pas ces instruments de travail eux-mêmes. Il est certain que l'apparition et la généralisation du prolétariat ont créé une des conditions de ce que nous appelons socialisme : une masse de déshérités qui ont des intérêts semblables. De même, l'apparition et l'extension des échanges universels sont certainement aussi une condition du socialisme. Mais il ne peut pas suivre delà que le socialisme doive « spontanément » surgir de la contradiction entre ces deux conditions. Le spontanéisme revient en fait à nier magiquement les difficultés réelles du socialisme.

« Soit, direz-vous, mais notre spontanéisme à nous, ce n'est pas ça. Nous n'avons jamais nié les différences réelles entre les « travailleurs » eux-mêmes, nous n'avons jamais prétendu que les difficultés s'aplaniront d'elles-mêmes, ni que le socialisme se ferait facilement du jour au lendemain. Mais nous nions que les avant-gardes aient « en tant que telles » (précision utile) un quelconque rôle politique autonome à jouer — tout au plus celui de détonateur, d'agitateurs, de catalyseurs, de miroir, tout ce qu'on voudra. » Et c'est bien ainsi que se comportent les avant-gardes anti-avant-gardistes : elles suscitent, elles développent, elles encouragent, elles défendent la spontanéité des masses !

Il est à peine besoin de souligner toutes les contradictions que renferme une telle affirmation. Toutefois, il n'y a pas de doute que chaque fois que des petits fascistes limitent ou tentent de limiter l'expression directe des masses, les révolutionnaires doivent s'y opposer par tous les moyens. Mais c'est alors déjà reconnaître, du moins en certaines circonstances, que les révolutionnaires

jouent un rôle qui ne se confond pas strictement avec celui des masses. Dès lors on entreprend de supprimer tel ou tel obstacle (par exemple, une bureaucratie) à la « liberté des masses » (encore une fois, désolé !); pourquoi ne pas considérer aussi toute une autre série d'obstacles, parfois moins apparents, mais souvent plus redoutables ? Ainsi peu à peu se découvre tout un champ d'action qui justifie le terme « d'avant-garde », dans un sens un peu différent (tellement ?) de celui dans lequel les léninistes l'emploient. Mais c'est justement ici que ressurgit votre spontanéisme, en contradiction avec lui-même, car vous ne repoussez pas catégoriquement ce genre d'actions, au contraire même, en un certain sens, vous vous y engagez (détournement de la publicité, lutte contre les bureaucraties, etc.). Mais là encore, votre peur de vous comporter en avant-garde vous donne la hantise de « coller aux masses ». « Plus de monde participe à une action et mieux c'est », s'il y a une grève, on va offrir ses bons services à la classe ouvrière ; pour lutter contre la répression, on attendra que la répression se soit dévoilée, etc. En fait, dans les trois quarts des cas, il s'agit de détournement d'actions qui, de toutes façons, ne sont pas spontanées et auxquelles vous voulez donner un sens révolutionnaire. Et c'est bien là se comporter à la fois comme avant-garde et idéaliste. En avant-garde parce que vous usez là d'un pouvoir que les masses n'ont pas (temps libre, culture, ronéos...) — ce qui n'est pas grave en soi — ce qui est grave, c'est qu'en fin de compte ce pouvoir, vous en usez sur les masses, sur leurs actions, que vous le vouliez ou non. En idéaliste parce qu'il est fou de croire que c'est une minorité qui fait qu'une action est révolutionnaire ou pas, ou même qu'elle y contribue, car ce qui fait, par exemple, que les grèves de mai-juin pouvaient avoir (et peuvent encore, encore plus même) une issue révolutionnaire, c'est que la situation était telle que les revendications élémentaires, « alimentaires » même des masses (dont l'esprit est bien loin de la révolution) ne pouvaient, ne peuvent pas être satisfaites.

Idéaliste encore parce que tout cela repose sur l'idée qu'une action peut être ou ne pas être révolutionnaire en soi, alors que nous venons de voir qu'il y a des situations où des actes simples et quotidiens (manger, boire, par exemple) peuvent être révolutionnaires et d'autres où l'inceste lui-même, la plus belle fête possible, n'est qu'une anecdote, un îlot de plaisir. En fait, cette idée est celle que certains individus (et non pas certaines actions) sont révolutionnaires, comme ça, et d'autres pas. La révolution devient ainsi un sommet inaccessible auquel ne peuvent accéder que certains êtres doués de rares qualités (intelligence, « honnêteté », « esprit libertaire », « prolétaire », etc.). De même que, magiquement, on tente de supprimer, par une espèce d'ascèse pas chrétienne, les différences entre les masses et les minorités, de même, on prétend que « tout est politique », on prétend supprimer la différence entre la « morale » et la « politique ». En fait, on en vient à tout penser selon les catégories morales, d'une morale idéaliste (« aliénation », « respect de la base », etc. — la base, qui c'est ?).

Idéaliste, enfin, est cette manière de voir, parce qu'elle prétend en fin de compte que seules les masses peuvent être révolutionnaires, ou encore que ce n'est que par, dans les masses (que signifie d'ailleurs ce « par » et ce « dans », si ce n'est un rapport d'avant-garde ?) que l'on peut lutter pour le socialisme. Cette interprétation que je fais de votre attitude coïncide non seulement avec celles que je viens de faire, selon lesquelles, vis-à-vis de la révolution, il y aurait

des élus, mais encore aussi avec l'assimilation que j'avais d'abord faite entre votre spontanéisme et celui que l'on peut trouver chez Marx.

Le problème n'est pas « qui peut lutter pour le socialisme », mais « étant donnés les moyens dont je (dont nous) dispose (disposons), quand et comment... ». Il faut construire une société nouvelle avec les matériaux que nous fournit l'actuelle. Pour ça il faudra en détruire certains, en transformer d'autres, etc. Tous les individus de cette société ont, à des titres divers, de différentes manières, plus ou moins prise sur certains de ces éléments.

Ils ne sont pas d'emblée divisés en deux camps, l'un révolutionnaire, l'autre contre-révolutionnaire ; chaque classe, chaque groupe d'intérêt lutte pour ses intérêts propres, dont certains sont convergents, d'autres antagonistes, etc. Mais nous voyons arriver l'heure et le moment où la situation devient telle que, à la condition de certains efforts, les luttes des opprimés peuvent avoir une issue que nous appelons commodément « socialiste ». Mais alors il ne s'agit pas de tout mettre dans le même sac, de dire que tous ceux dont les luttes *peuvent* converger vers le socialisme (travailleurs, intellectuels, activistes, femmes, enfants, « peuples opprimés », fous, etc.) peuvent et doivent agir ensemble, sous peine de courir je ne sais quel risque d'avant-gardisme, d'individualisme ou de nationalisme petit bourgeois. Une telle conception a un nom : jacobinisme.

Au contraire, étant donné les différentes situations (sociales, matérielles, économiques, géographiques, etc.) où se trouvent les différents éléments qui peuvent lutter pour le socialisme, il ne peut pas se faire que chacun de ces éléments n'a pas un rôle spécifique à jouer.

Vouloir rejoindre, « soutenir », etc., telle ou telle lutte, c'est faire de l'exotisme, ou de l'avant-gardisme. Il appartient à chaque groupe, constitué ou non, de réfléchir sur les moyens dont il dispose, d'évaluer l'action des autres pour s'y coordonner (non s'y rattacher), pour déterminer en faisant quoi et comment il se rendra le plus utile. C'est là qu'intervient, qu'est nécessaire ce que j'ai appelé tout à l'heure une vision historique, matérialiste, ou scientifique. « Scientifique » ne signifie pas qu'elle peut ou doit tout régenter. Au contraire, la science n'est jamais — jusqu'à ce que l'on voie le contraire en tous cas — que partielle.

Je ne crois pas non plus qu'on puisse taxer ces conceptions d'empiriques. Tenir compte des différences réelles, ce n'est pas de l'empirisme ? L'empirisme, au contraire, comme je l'ai dit plus haut, veut soi-disant sauvegarder toutes les différences, y compris celles qui sont imaginaires ou dissimulées derrière des vécus différents et finir par tout noyer dans une nuit idéaliste où tous les chats sont gris, où tout est « aliénation », « spontanéité », « politique », « économie », etc.

Il ne s'agit pas de vous jeter la pierre à tous ni à tout ce que vous faites. Au contraire, je crois que ce n'est la « faute » d'aucun d'entre vous en particulier, ni des « leaders » (ou prétendus leaders), ni de ceux qui les acceptent, comme trop souvent vous posez le problème. Il est certain par ailleurs qu'il y a chez vous certaines tendances, certains moments qui sont incontestablement matérialistes (avec le sens qui, je crois, se dégage de ce que j'ai dit), mais malheureusement tout cela reste voilé, obscurci, par toute cette idéologie que je viens de commencer à décortiquer, et cela n'atteint jamais la conscience de

sol, ce n'est jamais réfléchi théoriquement. Or, je crois la réflexion théorique utile pour lutter contre la confusion mentale qui règne.

Cette idéologie, personne en particulier n'en est porteur, elle imprègne tout votre groupe, ce que vous faites, dites, elle imprègne même toute la gauche révolutionnaire actuelle. Même les « anti-spontanéistes » placent le débat sur ce plan idéaliste qui est à la fois du jacobinisme, du marxisme, de l'anarchisme « style FA » et de l'anarchisme « sauce situationniste » ou « sauce N.R. ». L'apparition et le succès de cette idéologie sont probablement des symptômes précurseurs. Précurseurs d'une crise révolutionnaire de la société, mais aussi du fait que le prolétariat n'est pas la seule classe en course dans cette révolution qui s'annonce (et qui n'aura pas forcément lieu d'ailleurs). Il se peut que cette révolution ressemble à toutes celles que l'histoire a connues jusqu'ici : la masse des pauvres servirait de force armée inconsciente et pleine d'espoir et de confiance en elle-même et dans les autres, à une (ou des) classe dirigeante qui persuaderait et serait persuadée d'œuvrer pour le bien de l'humanité toute entière. C'est du moins l'issue qui paraît la plus vraisemblable à partir des conditions actuelles. Cette révolution arrive à grands pas. Les journaux bourgeois ne parlent que de « crises », de ceci, de cela, et ce n'est pas de l'intox.

Le rôle d'anarchistes conséquents ne serait-il pas alors de ne pas se laisser prendre de vitesse ?

Cette révolution peut être prolétarienne, elle peut être aussi l'accession au pouvoir de cadres intellectuels petits bourgeois. Il y a toutes les raisons de penser que ce pouvoir ne sera pas « teinté » d'anarchisme ou d'autre chose du genre, mais qu'au contraire il sera plus fort, mieux assis que le pouvoir actuel. C'est là et c'est ainsi que se situe la problématique d'une action de ceux qui sont conscients de ce fait, action qui ne peut être qu'indépendante, autonome de toute autre, parce qu'elle repose sur la conscience d'un fait, elle s'oriente vers un terrain d'action que certains ont et d'autres pas.

Deux remarques pour finir :

1. — Rien de tout cela ne doit être pris à la lettre, ce qui est dit au début doit être corrigé, compris par ce qui est dit ensuite, et vice versa.

2. — Il est bien entendu que tout cela sont des positions idéalistes, volontaristes, avant-gardistes, autoritaires, rigides, sectaires, creuses, sans aucune signification, que c'est de la théorie puante, aristocratique, ... quasiment fasciste, droitière, sélective, idéologique, mensongère, schizophrénique, abstraite, aliénée et aliénante, aliénationnée et aliénationnante, voire étonnantes, joyeuses, franc-maçonniques, religieuses, judéo-chrétiennes, maoïstes, guévaristes, révisionnistes, philosophiques, sophistiques, empiristes, dogmatiques, non dialectiques, dialectiques, tristes, répressives, stackanovistes, capitalistes, bourgeois, petites bourgeois, individualistes, centralistes, réactionnaires, antiprogressistes, staliniennes, trotskystes, jacobines, bonapartistes, surréalistes, réalistes à la Dubcek, stupides, imbéciles, bornées, prétentieuses, étroites, métaphysiques, paranoïaques, activistes, spontanéistes, pantouflardes, subtiles, erronées, non critiques, critique dissolvante, critiques hargneuses, méchantes, arrivistes, déviationnistes, impérialistes, royalistes, sociales-démocrates, positivistes à la noix de coco, ésotériques, populistes, curées, catho, luthériennes, américaines, chinoises, linchaoïstes, verbeuses, doctrinaires, et patati et patata.

K.

DANS NOTRE COURRIER

G. M., de TOURS :

Puisque vous nous demandez nos critiques à propos de « N.R. », voici ce que je pense sur « l'Autogestion, l'Etat et la Révolution ». C'est très bon de préciser les idées des anars sur l'autogestion vis-à-vis de celles que développent tel ou tel canard du P.S.U. ou trotskystes et qui nous sont tout à fait opposées.

Il y a évidemment quelques inutilités, comme les énumérations abusives de constructions anarchistes en Espagne ou en Italie (nombre de médecins, avant et après la révolution, nombre d'hôpitaux, taux de nouveaux scolaires...).

Par contre, la notion d'anti-bénéfice et d'anti-gouvernement est bien exploitée dans les critiques sur l'Algérie, la Yougoslavie, etc. A mon avis, c'est là-dessus qu'il faut insister, parce que c'est sur ces notions que vit l'autogestion (si l'on met à part l'idée du socialisme fraternel), et surtout par ces notions on voit où est la différence entre « socialisme » dirigiste et socialisme libertaire.

Donc, bon ouvrage de synthèse dans lequel on pique à droite et à gauche les principales idées sur l'autogestion et, par là, sur l'anarchisme. Dommage qu'il n'y ait rien sur la Russie de 17. On aurait aimé connaître les idées des gens sur les relations humaines lors des révolutions espagnoles et des occupations d'usines de 1920. C'est important parce que l'anarchisme s'oppose aux idéologies de type marxiste du fait qu'il n'impose rien.

E. O., de TOURS :

Pour l'instant, la diffusion n'a lieu qu'en milieu étudiant, où d'ailleurs le nombre de sympathisants anarchistes nous a heureusement surpris. C'a été mis en évidence lors de la manifestation du 11 mars dans le comité d'action U.N.E.F., dont nous faisons partie : avant de rejoindre la manifestation des syndicats (au passage, quelques heurts avec le service d' « ordre » de la C.G.T.), les chinois et « Rouge » nous ont empêchés de sortir les drapeaux noirs. Bien sûr, on ne s'est pas gêné pour le faire, et, après nous avoir fait piquer trois drapeaux, on a quand même pu défiler dans Tours avec du noir au-dessus de la tête, malgré chinois, trotskystes et C.G.T...

Quant aux suggestions à propos de « N.R. », envisagez-vous de faire un article sur l'agitation culturelle ? Ceci nous semble en effet être un combat important qui doit se dérouler parallèlement au combat sur les lieux de production.

Il n'est que de citer Lapassade dans le « Journal des Transparents », n° 1 :

« La nouveauté de la contestation culturelle depuis mai, c'est qu'au lieu de se centrer sur le *message* (les contenus), elle se centre sur les institutions de ce message. En ce sens, elle passe du plan esthétique au niveau *politique*. Et c'est beaucoup pour qui se disent, se veulent révolutionnaires. Il n'existe qu'une seule définition opérationnelle possible de la révolution : à savoir la *destruction* de l'appareil de l'Etat bourgeois, de son système institutionnel, bureaucratique et répressif. Dès lors, le problème est de savoir si partout où une déchirure peut être pratiquée dans le tissu institutionnel de la société, la révolution est en marche. » Et pour conclure, toujours en citant Lapassade : « Mais rien ne permet de dire que, comme hier à Nanterre, demain l'explosion sociale ne pourrait pas commencer sur les lieux culturels de la contestation. »

De J. I. :

Sur le plan des écoles normales, ça se remet à bouger. Ici on est en train de mettre sur pied un comité de liaison, mais il en existe déjà dans 23 E.N. Les plus combatifs sont à Saint-Germain-en-Laye et en Avignon. (Alliance ouvrière.)

Ça part de revendications « sectorielles » bien précises telles que le refus de la formation des maîtres telle qu'elle est conçue actuellement, le scandale des remplaçants, les locaux, la revalorisation et la dignité du métier d'institut, mais évidemment ça débouche forcément sur des questions d'ordre politique, puisqu'on en arrive très vite aux responsables de cet état de fait, Faure, le gouvernement, la classe bourgeoise dominante, les promesses qui restent à l'état de promesses, etc., etc.

En tous cas, ça part assez bien. Ici le patron est visqueux, il faut s'en méfier énormément. Jusque-là, nous étions très prudents car quelques gars de ma classe et moi-même étions très surveillés vu nos activités en juin dernier, par exemple. (On l'a payé avec les notes qu'on a obtenues après notre stage du premier trimestre.) De plus, à la suite d'incidents intérieurs à l'E.N., il y a eu quelques perquisitions, discrètes, mais pas suffisamment pour qu'on ne s'en aperçoive pas.

De S., JAPON :

Aujourd'hui la lutte dans les universités continue dans tout le Japon. Sur un autre plan, notre combat contre les bases américaines augmente aussi rapidement. Nous avons tous comme but la lutte en 1970, qui est l'année de la révision du Pacte de Sécurité avec les U.S.A. Nous espérons vous écrire une prochaine fois sur ce pacte et comment nous envisageons de le combattre.

De P., de BRETAGNE :

Quant au climat social breton, en ce début janvier, tout est rentré dans l'ordre, les patrons ont repris les gars bien en main. Les gars, eux, ne font pas grand-chose pour se défendre non plus ; à part une toute petite minorité de « syndicalistes » et quelques « non-syndiqués » qui résistent tant bien que mal à l'assaut de l'arrogance des patrons. A part les étudiants qui comprennent mieux, par leur instruction, les problèmes sociaux. Nous avons beaucoup à faire dans le monde ouvrier... Pour ma part [N.D.L.R. : ce camarade travaille dans le bâtiment], le boulot ne s'arrange pas du point de vue prix du mètre carré. Les patrons s'arrangent pour nous payer de moins en moins cher en faisant venir des Portugais, Italiens, Espagnols, qui trouvent nos prix bons vis-à-vis de chez eux, bien sûr, et travaillent même en-dessous, malgré le chômage grandissant. Nous en avons avec nous et je fais le trait d'union entre eux et nous (les Français), car le chauvinisme règne avec ça, vous pensez (ils viennent manger notre pain !) ; si bien que j'ai du fil à retordre avec mes propres copains. Alors, ce sont des engueulades : « ... et les étudiants fainéants, fauteurs de troubles, qui seront les premiers à nous exploiter, une fois en place » (c'est l'idée générale des ouvriers ici), et cela est difficile à combattre. Sur ce problème aussi, nous aurons à y réfléchir pour qu'ouvriers, étudiants, paysans comprennent que nous sommes dans le même pétrin et que nous devons être solidaires les uns des autres. Sinon nos exploiters auront toujours beau jeu.

SOMMAIRE

	Page
L'EXTRAORDINAIRE	1
ACTION VIOLENTE, ACTION MINORITAIRE ET ACTION DE MASSE	3
LA DEFENSE CIVILE	7
DEFENSE SYNDICALE OU ATTAQUE OUVRIERE ?	13
(NOTRE POINT DE VUE)	17
LES BUREAUCRATIES S'ACCROCHENT	22
THEORIE DES CHAPELLES	27
CHERS CAMARADES... ..	34
DANS NOTRE COURRIER	43

Notre adresse est : Lagant, B.P. 113, Paris (18^e) (ne pas mentionner « Noir et Rouge »).

Pascale CLARIS.

Paris, C.C.P. 20.020.93.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

Prix du numéro : 1,70 F.

Abonnement de quatre numéros : 6 F.

Abonnement de soutien : selon vos possibilités.